

# LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## New-York.

VOL. III.

NEW-YORK, SAMEDI, 1<sup>ER</sup> JANVIER 1831.

NO. 89

**SOMMAIRE :** Nouvelles politiques. — Le Faux Messie. — Remarques sur la phosphorescence des yeux des animaux. — Recherches sur les trois couleurs nationales et le coq gaulois. — Quelques discours en prose du Tasse. — Derniers momens de Schiller, racontés dans une lettre de Henri Voss. — Une lithographie. — La lettre vivifie, l'esprit tue. — Les deux destinées. — L'atelier de Rembrandt. — Un inamovible. — Mélanges.

### FRANCE.

#### CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 6 novembre.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif aux pensions, dont le rapport a été fait dans la séance du 15 octobre. La chambre après avoir entendu M. de St-Aulaire et le ministre de l'intérieur passe au scrutin sur l'ensemble de la loi, il donne le résultat :

Nombre des votans.....	94
Oui.....	82
Non.....	10
Billets blancs.....	2

La chambre adopte.

#### CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PRÉSIDENCE DE M. DELESSERT, second vice-président.

Séance du 3 novembre.

Dans cette séance la chambre a renouvelé ses bureaux. M. Laffitte adresse quelques mots à la chambre, en quittant la présidence.

Séance du 4 novembre.

Un grand nombre de députés sont admis. La chambre décide que jeudi elle nommera son président.

Séance du 5 novembre.

Après la lecture du procès verbal, M. Mangin voulant introduire dans la chambre une contumace parlementaire fort usitée en Angleterre, annonce qu'il compte demander à M. le ministre des affaires étrangères des explications sur l'état de nos rapports extérieurs.

Séance du 6 novembre.

M. Odier fait à la chambre le rapport de la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'ouverture des crédits supplémentaires pour les dépenses des services extraordinaires de l'exercice de 1830, s'élevant à la somme de 67,490,000. Ce rapport sera imprimé et distribué mardi. La discussion en est fixée à mercredi.

M. Kératry a la parole pour le rapport de la commission chargée de l'examen de la loi des récompenses nationales. La commission propose quelques changements : de comprendre parmi les orphelins des immortelles journées de juillet les enfants dont les mères ont péri; de supprimer l'art. 6; de faire descendre jusqu'au grade de sous-officier la faculté conférée au gouvernement par l'article 8, de prendre des sous-lieutenants pour l'armée parmi ceux qui se sont distingués dans les journées de juillet, cette décoration pouvant devenir un motif de rivalité et de haine ; La discussion aura lieu lundi.

Le président annonce que la discussion va s'ouvrir sur la proposition de M. Bavoux relative aux écrits périodiques. M. Audry de Puiraveau vote pour son adoption et M. de Lameth pour son rejet. Lundi la chambre entendra le résumé du rapporteur.

Séance du 8 novembre.

M. Pelet de la Lozère, rapporteur de la commission chargée d'examiner la proposition de M. B. Constant relative aux imprimeurs et aux libraires soumet à la chambre la rédaction suivante du projet de loi :

Art. 1<sup>er</sup>. L'art. 11 de la loi du 21 octobre 1814 portant que nul ne sera imprimeur ni libraire s'il n'est breveté et assermenté, est abrogé. En conséquence, tout citoyen peut exercer la profession d'imprimeur et de libraire sans autres conditions que celles prescrites ci-après.

2. Quiconque voudra exercer la profession d'imprimeur ou de libraire devra préalablement en faire la déclaration au maire de la commune dans laquelle il désirera s'établir, et pour Paris au préfet de la Seine. Acte leur sera donné de cette déclaration.

4. Quiconque voudra exercer la profession d'imprimeur devra préalablement déposer un cautionnement dont le taux sera fixé ainsi qu'il suit :

A Paris.....	25,000 f.
Dans les villes de 50,000 âmes et au-dessus.....	20,000
Dans celles de 30,000 à 50,000.....	15,000
Dans celles de 20,000 à 30,000.....	10,000
Dans celles de 10,000 à 20,000.....	8,000
Dans celles de 5,000 à 10,000.....	4,000
Dans celles de 5,000 et au-dessous.....	2,000

Ce cautionnement sera fourni en numéraire ou rentes sur l'état. 4. Toute imprimerie qui sera établie sans que la déclaration ait été faite, ou le cautionnement fourni, sera réputée clandestine. Les presses, caractères et ustensiles seront saisis et vendus au profit de l'état.

Les possesseurs ou dépositaires seront punis d'une amende de 1,000 fr. à 10,000 fr., et d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

5. Tout libraire qui n'aura pas fait la déclaration prescrite par l'art. 2 sera puni d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr., et d'un emprisonnement de six jours à un mois.

6. Les titulaires d'un brevet d'imprimeur ou de libraire sont dispensés de la déclaration et du cautionnement.

Ce rapport sera imprimé et distribué. La chambre fixera plus tard l'ouverture de la discussion.

L'ordre du jour appelle la continuation de la discussion sur la proposition de M. Bavoux relative aux écrits périodiques. M. André, rapporteur, a la parole pour présenter son résumé.

Un amendement de M. de Tracy est mis aux voix et rejeté. Quelques membres de l'extrême gauche votent pour. M. Petou se lève avec eux. M. Salvandy vote contre. M. Thiers ne vote pas du tout, non plus que les ministres députés auprès desquels il est assis.

L'art. 1<sup>er</sup> de la proposition de M. Bavoux est mis aux voix. Cet article est ainsi conçu :

Art. 1<sup>er</sup>. « Le cautionnement exigé par l'article 2 de la loi du 18 juillet 1828, pour les journaux et écrits périodiques, est réduit au quart, appartenant à chaque gérant de journal. »

L'article est rejeté. La commission a réduit la proposition de M. Bavoux à un article unique ainsi conçu :

Article unique. « Si un journal ou écrit périodique paraît plus que deux fois par semaine, soit à jour fixe, soit par livraisons et irrégulièrement, le cautionnement sera de 3,000 fr. de rentes.

« Le cautionnement sera égal aux trois quarts du taux fixé, si le journal ou écrit périodique ne paraît que deux fois par semaine.

« Il sera égal à la moitié si le journal ou écrit périodique ne paraît qu'une fois par semaine.

« Il sera égal au quart si le journal ou écrit périodique paraît seulement plus d'une fois par mois.

« Le cautionnement des journaux quotidiens publiés dans les départements, autres que ceux de la Seine et de Seine-et-Oise, sera de 1,000 fr. de rentes dans les villes de 50,000 âmes et au-dessus ; de 600 fr. dans les autres villes, et respectivement de la moitié de ces deux rentes, pour les journaux ou écrits périodiques qui paraissent à des termes moins rapprochés.

« La partie des cautionnements déjà fournis, qui excède les taux ci-dessus fixés, sera remboursée. »

Cet article est, après deux épreuves, adopté à une très faible majorité. M. Salvandy vote contre. M. Thiers vote pour, ainsi que les ministres députés.

Séance du 9 novembre.

L'ordre du jour est la continuation de la discussion de la proposition de M. Bavoux.

M. le président donne lecture de l'article 3 ainsi conçu :

« L'art. 3 de la loi du 15 mars 1817 qui a élevé à 5 centimes le port par la poste de chaque feuille est également abrogé le port sera payé comme avant cette loi. »

M. Viennet demande par un amendement que la réduction ne soit que d'un centime. M. Isambert demande la réduction de deux centimes.

Son amendement est mis aux voix et rejeté.

Celui de M. Viennet est adopté.

M. Benjamin Constant vient défendre une cause qui lui paraît avoir peu de faveur. Il demande qu'au moins on accorde un délai aux journaux pour qu'ils puissent faire leur cautionnement s'ils en ont moyen.

M. Guizot : Je regrette d'avoir à ramener la chambre à la discussion d'hier, je n'ai nullement envie de solliciter les rigueurs de la chambre, et si elle juge à propos d'admettre l'amendement de M. Benjamin Constant, je suis loin de m'y opposer. Toutefois, je dois répondre au discours que vous venez d'entendre, je dois faire observer que j'ai moins eu en vue hier d'attaquer les journaux nouveaux que de signaler un grave danger pour la liberté de la presse ; je dois m'expliquer relativement à l'ensemble des choses qui se passent sous nos yeux, relativement à la conduite que j'ai tenue moi-même pendant le temps que j'ai passé au ministère.

Messieurs, ce n'est pas d'exagération que j'ai accusé hier les nouveaux journaux, ou plutôt, quelques uns d'entre eux, c'est d'erreur radicale, c'est d'une mauvaise direction, d'une mauvaise influence ; l'exagération semblerait n'indiquer que l'excès du bien, j'ai dit hier et je le répète aujourd'hui, je les trouve essentiellement et radicalement mauvais ; leur langage serait modéré que je les trouverais également dans l'erreur, dans un esprit dangereux.

Il y a ici une question fondamentale : la révolution qui vient de s'accomplir est considérée sous deux points de vue tout à fait différens ; on nous a plus d'une fois accusés de ne pas comprendre cette révolution, de ne pas la continuer, c'est un point sur lequel il faut enfin entrer dans une franche explication. Qui est-ce qui comprend véritablement notre révolution de juillet, qui est véritablement dans son mouvement ? J'accepte cette question dans toute son étendue, je la pose moi-même entre nos adversaires et nous, je dis que ce sont eux qui ne comprennent pas cette révolution, que ce sont eux qui la dénatureraient au lieu de la calmer et je suis obligé de parler avec une entière franchise (vive adhésion de toute la chambre) ; je dis que c'est nous qui sommes dans le mouvement de 1830, nous qui avons travaillé à lui conserver son véritable caractère.

La révolution de juillet, Messieurs, a obtenu l'assentiment général de la France, c'est là un point hors de contestation ; toutefois croyez-vous que cette unanimité était bien réelle, qu'il n'y avait pas de diversité d'opinions ; croyez-vous que cette révolution a réellement satisfait au moment où elle s'accomplissait, toutes les espérances, tous les desirs, toutes les idées ? non. Qu'avons-nous fait, quel a été son caractère ? Elle a changé une dynastie, mais, en resserrant ce changement dans les plus étroites limites, elle a choisi le remplaçant de cette dynastie aussi près d'elle qu'elle a pu le faire, l'instinct public de l'intérêt national a posé la barrière au point même où la nécessité du changement cessait de se faire sentir.

Ce qui s'est fait quant à la dynastie, s'est fait aussi quant aux institutions ; aucun de nous, messieurs, ne peut avoir oublié les vœux divers qui se manifestèrent au moment de cette révolution, combien de voix notamment ne s'élevèrent-elles pas pour demander une constitution toute nouvelle ; il y avait donc un sentiment bien réel, il y avait donc des personnes qui n'étaient pas d'avis de ce qui s'est fait, qui voulaient que cela aille plus loin : leur opinion n'a pas prévalu, et c'est ce dont il ne faut faire honneur à personne, car ce sont là de ces événements qui ne sont l'œuvre que de la raison générale plus forte que toutes les combinaisons humaines ; il a été dans la raison universelle que notre révolution se fit comme elle s'est faite, c'est à dire qu'elle acceptât le passé, qu'elle ne se jetât pas en aveugle dans une carrière inconnue de théories et d'innovations, qu'elle se présentât à l'Europe et à la France sous les formes les

plus douces, et qu'elle se contentât elle-même au moment où elle s'accomplissait ; c'est là ce qu'elle a voulu faire, c'est là ce qu'elle a fait.

Mais au bout d'un certain temps, l'empire de la nécessité ne se faisant plus sentir aussi fort, chacun est retourné à sa pente, nous nous sommes retrouvés d'une manière plus manifeste avec nos diversités, et c'est alors que s'est posée la question de savoir qui comprenait véritablement la révolution. On a voulu la faire dévier du caractère qu'elle avait dû à son origine, on a voulu qu'elle se continuât autrement qu'elle ne s'était faite ; on a invoqué pour sa continuation des principes d'après lesquels on aurait dû faire dans le commencement toute autre chose que ce qui a été fait en réalité, et d'après lesquels nous nous serions jetés à cette époque dans des voies beaucoup plus hasardeuses que celles qui ont été suivies. Nous nous y sommes refusés, nous avons voulu continuer ce balancement égal, impartial, qui avait présidé à son berceau, et en agissant ainsi j'ose le dire, nous avons été fidèles non-seulement au caractère primitif de la révolution mais à l'opinion réelle et sincère de la France. (Signes bruyans d'approbation aux centres, interruption ;) après un moment de repos l'orateur continue :

Je prie la chambre, et en particulier ceux de ses honorables membres qui pourraient ne pas penser comme moi, de m'accorder une extrême indulgence ; quant à mes paroles, il ne serait pas impossible qu'elles alassent au delà de ma volonté, et que j'eusse l'air d'inculper plus durement que je ne le veux faire des actes, des conduites que je blâme, mais qu'assurément je crois exempts de mauvaises intentions.

Je repousse trois choses : des idées républicaines, des passions ardentes, des prétentions exclusives. La France n'a ni des idées républicaines ni des passions ardentes, ni des prétentions exclusives : quiconque est sous l'empire de ces trois influences marche au rebours de la France. (Approbation.)

Au nom de la république, le plus fort de tous les gouvernemens, d'un gouvernement qui repose sur les sentimens les plus nobles, sur les idées les plus généreuses, je serais tenté de rappeler les paroles que Tacite met dans la bouche du vieux Galba : « Si la république pouvait être rétablie, nous serions dignes qu'elle commençât par nous. » Mais la France n'est pas propre à la république ; tous ses intérêts matériels s'y opposent ; ses opinions s'y opposent également ; il y a de la république dans nos mœurs, il y en a dans les relations des citoyens entre eux, mais l'intention de la France n'est pas républicaine, il faudrait faire violence à ses convictions pour introduire cette forme de gouvernement : partout donc où on travaille à la république on pousse la France contre son désir et ses opinions ; la France n'est pas républicaine et elle a raison de ne pas l'être.

On ne peut pas dire davantage que la France soit passionnée ; ce qui domine au contraire parmi nous, c'est la modération ; tout le monde le répète, la modération est aujourd'hui le caractère général du pays ; on a rappelé tout à l'heure ce que nous avons fait au sujet des sociétés populaires, je ne veux assurément me désavouer en aucune façon ; mais ce que nous avons fait, le pays l'avait fait long-temps avant nous, et je pourrais citer tel honorable membre de cette chambre qui, nommé par les électeurs les plus libéraux de la France, a pris néanmoins avec eux l'engagement de combattre les sociétés populaires de tout son pouvoir ; quiconque aujourd'hui paraîtrait agir par des passions ardentes, sera contraire à l'esprit de la France, et n'aura pas le droit de se prétendre national.

Les prétentions exclusives ne sont pas plus dans le goût de la France que les passions exaltées. Regardez bien, je vous en conjure, le jugement que la France porte, sur ses voisins, celui que nous portons sur ceux qui ne pensent pas comme nous. Nous avons appris à penser ; nous ne considérons plus sous un seul point de vue ; il y a plus de justice dans nos appréciations ; nous tenons compte de tous les faits, et, par exemple, en matière d'administration, nous ne jugeons pas du mérite d'un administrateur par son opinion politique toute seule ; sa probité, sa capacité doivent être prises en considération. Pourquoi donc des cris s'élèvent-ils si souvent en France contre les réactions et les persécutions ? C'est que l'intolérance politique n'est plus dans l'esprit de la France, et qu'on ne pourrait s'y laisser aller sans être en arrière du temps et du pays. (Nouvelle approbation.)

Ainsi, si nous regardons la révolution dans son origine, c'est nous, je le répète, qui lui sommes fidèles, qui suivons son mouvement, et ce sont nos adversaires qui voudraient nous en détourner ; j'irai plus loin ; qu'avons-nous à faire maintenant ? Un gouvernement libre, un gouvernement constitutionnel, mais qui soit ferme, qui possède l'autorité morale aussi bien que l'autorité de fait ; ce n'est pas avec des théories, des passions ni des prétentions exclusives que nous arriverons à un pareil résultat. Je respecte les théories, elles sont le travail de la raison et son plus noble effort, mais elle s'y égare si souvent que, lorsqu'il s'agit de la pratique de la vie, les hommes font fort bien de s'en défier ; elles sont presque toujours incomplètes, et, par conséquent, fausses ; c'est surtout quand il faut que les théories deviennent des actions que leur fausseté devient apparente et que le danger de s'y livrer avec une confiance présumptueuse frappe la société. Ce n'est pas avec des théories qu'on fonde des gouvernemens, c'est avec cette raison prudente qui consulte les faits et se contente chaque jour des enseignemens qu'ils lui apportent. Quant aux passions, je les honore comme la source des belles actions et des grandes pensées, mais leur rôle n'est pas de s'adapter aux nécessités des peuples, de bien connaître leurs intérêts et de ménager les transactions qu'il réclament. (Bravos nombreux.) Il faut écarter les passions de la direction des affaires publiques de la même manière que nous les écarterons de la direction de nos affaires privées ; il n'est personne de nous qui ne sache que lorsqu'il s'est livré aveuglément à l'empire de certaines idées, il a été entraîné à une foule d'erreurs et de fautes, les mêmes dangers seraient à craindre pour un gouvernement qui se laisserait aveugler par les passions et il est soumis comme les simples partisans à la loi de la prudence.

Où je me trompe fort ou je viens d'établir clairement comment nous avons compris la révolution et pourquoi nous avons cru devoir quitter les conseils du prince quand nous avons reconnu que notre voix ne pouvait plus être entendue. Nous les avons quittés et je ne pense pas que nos successeurs ne se conduisent autrement que nous ; ils sont bons citoyens, ils sont éclairés, la force des choses pesera sur eux comme sur nous, et déjà la différence qui existait entre nous dans les conseils devient moins sensible, déjà ils sont obligés de tenir avec ménagement la



conduite que nous avons tenue, et tel sera le sort de tous ceux qui viendront après eux. Les passions peuvent entrer dans cette carrière de gouvernement, elles y seront soumises aux mêmes nécessités; ce qu'elles auront de faux sera vaincu par la force des choses; elles continueront la révolution de 1830, non pas comme le désirent certains journaux, mais comme nous l'avons fait, et quiconque la contrarie, la pervertira au lieu de l'affermir. (L'orateur descend de la tribune au milieu des applaudissements. Une vive agitation succède à son discours, la séance demeure suspendue pendant plusieurs minutes.)

M. Ensebe Salvette avait la parole; il la cède à M. Odillon-Barrot qui termine ainsi son discours :

Messieurs, à travers tous les mouvements des partis, il y a un symptôme bien frappant, bien rassurant pour l'avenir de la France, c'est le besoin senti par tous, quel que soit le parti, ou plutôt le côté de cette chambre, de donner de la force au pouvoir. Mais nous différons sur l'espèce de force à lui donner; les uns veulent lui donner la force de la ressource avec les restrictions, les défiances (Rumeurs au silence), avec sa vieille organisation aristocratique (Nouvelles rumeurs.—Silence! Écoutez!); les autres, une force digne de la nation, et puisée dans cette classe moyenne qui n'a jamais abandonné, qui a toujours enrichi, défendu le sol de la patrie. (Bravos à gauche.) Oui, c'est sur cette classe moyenne que nous voulons appuyer le pouvoir, c'est dans les jurys, dans les gardes nationales, dans les collèges électoraux, dans les municipalités que nous trouvons toute créée la véritable puissance du gouvernement et du pays. (Bravos.)

Et qu'on ne s'y trompe pas, nous n'excluons pas de cette classe moyenne la majorité de la nation, grâce à l'immortelle et féconde révolution de 89, grâce à la division de la propriété, à nos lois civiles, au génie actif et industrieux de nos concitoyens, la classe moyenne est immense; elle embrasse toutes les parties de la nation, elle comprend tout ce qu'il y a de plus intelligent et de plus fort dans la société. Quelques hommes s'en isolent, ils désertent, vous a-t-on dit, la capitale; ils vont dans quelques manoirs, boudoir contre la révolution, croyant que cette boudoirie en compromettra le succès. Soit, mais ils se rattacheront tôt ou tard au mouvement général; ils se lasseront; d'ailleurs, que nous importe? Ils comprendront que l'aristocratie des privilèges tués, il n'y a pas d'autre aristocratie possible que celle de la plus grande impulsion donnée aux intérêts du pays. Entre la vie de cour et le travail, entre les décorations, entre tous ces colifichets d'un orgueil puéril, et l'existence d'un citoyen utile, couronnée par le souvenir du bien qu'on a fait, et les hommages d'une juste reconnaissance, ils se diront, je l'espère pour leur honneur, qu'il n'y a plus à hésiter.

Ne vous inquiétez donc pas de cette espèce de scission, elle finira, ou bien vous pourrez y songer avec insouciance. Ne vous effrayez pas davantage de ce parti républicain dont on vous fait un monstre, et avec lequel on veut vous entraîner dans une voie qui ne saurait être la vôtre. C'est à vous à le désintéresser, c'est à vous de réduire cette grande question de la république à n'être plus qu'une vraie question de mots.

La république est là où la loi est souveraine, là où le gouvernement est pour tous, et où tous concourent dans une proportion donnée à la confection des lois.

M. Aubry de Puymaury : C'est comme cela que nous l'entendons. Nous n'en voulons pas d'autre.

M. Odillon-Barrot : Ne vous inquiétez donc pas de vains fantômes. Envisagez la véritable position du pays, envisagez non pas même la révolution matérielle, mais la révolution morale qu'il a subie. Elle date de 1789, et peut-être de plus loin. Elle a commencé depuis que l'élément aristocratique a été détruit en France. Vous ne pouvez plus le reconstruire, il faut vous en passer, il le faut, car quand une aristocratie insiste, on lutte ou on traite avec elle; quand elle est morte on ne la ressuscite pas.

Toutes ces questions sont grandes, Messieurs, et je dois vraiment demander pardon à la chambre de les avoir abordées (non! non!) sans plus de préparation. Nous sommes plusieurs qui avons été d'une manière presque imprévue enlevés à la vie privée et porté moi-même comme par une secousse à cette tribune, obligé, quoique sans avoir été attaqué directement, de vous exposer les principes politiques qui me dirigent et me dirigeront toujours, j'ai besoin que vous accueilliez avec indulgence cette incomplète improvisation.

Tout ce que je puis dire, c'est que je crois à la bonne foi de tous, c'est que de même que j'exprime constamment mes opinions avec franchise avec l'énergie dont je suis capable, de même j'aurai pour celles des autres la tolérance que je réclame pour les miennes. Nous tendons tous au même but, et grâce aux destinées de la France, nous ne saurions manquer d'y parvenir. (Bravos.)

M. Odillon-Barrot est accueilli à sa place par de nombreuses félicitations.

La chambre après avoir entendu MM. Dupin et Girod de l'Ain renvoie la discussion à demain.

PARIS, 29 novembre.

#### LEVÉE EXTRAORDINAIRE DE TROUPES.

En sus des 148,000 hommes appelés au service actif par des ordonnances récentes, et dont l'ordre de marche est fixé au premier et 15 décembre, le gouvernement a résolu de faire une levée extraordinaire de 80,000 hommes. Le consentement des chambres et le crédit nécessaire à l'équipement des troupes seront demandés sous peu de jours. Les ministres eux-mêmes ont fait connaître ces faits au public.

#### CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

On croyait que les ministres s'empresseraient de faire quelque communication aux chambres, mais l'ajournement de celles-ci a eu lieu, après la discussion de matières d'intérêt local. On a prétendu dans les chambres, que les ministres se sont retirés de bonne heure afin d'être dispensés de répondre à des questions qu'on se proposait de leur adresser.

PARIS, 29 novembre.

Le rapport de la commission nommée pour approfondir la conduite des ministres de Charles X, et suivre leur procès va être présenté aujourd'hui à la chambre des pairs. On croit qu'une déclaration sera faite volontairement par les ministres ou qu'elle leur sera arrachée dans la chambre des députés au sujet de la situation de la France envers les puissances étrangères. En un mot on veut savoir s'il y a ou non probabilité de guerre.

La question touchant les ex-ministres est présentée dans un moment où l'esprit public est heureusement occupé d'une affaire bien grave. Aussi, le rapport attendu aujourd'hui excitera-t-il peu d'intérêt.

L'opinion générale est toujours que la France doit se trouver engagée dans une guerre. La conviction est telle, à ce sujet, que les citoyens de Paris qui font partie des gardes nationales mobiles, commencent à discuter sur la ligne de conduite qu'ils devront tenir s'ils reçoivent l'ordre de marcher aux frontières.

D'après le caractère connu du maréchal Soult on s'attend, en cas de guerre, que cette mesure sera ordonnée.

Malgré l'attente d'une guerre de la part du public parisien en général, les hommes les plus sensés pensent, au contraire, que le dernier changement de ministère en Angleterre, ayant fait perdre aux puissances du nord l'espoir d'obtenir des subsides et la coopération des armes anglaises, elles renonceront à leurs projets d'agression. Toutefois ne soyez point surpris si vous apprenez par chaque courrier, que la France continue ses efforts pour réorganiser et augmenter ses armées, et pour mettre ses places fortes en état de défense.

Bourse de Paris. Novembre 29, à trois heures. — 5 pour cent, 90 f., 10 c. Trois pour cent, 60 f., 65 c.

LONDRES, 30 novembre.

Les bruits de guerre en France, et les prétendus mouvements des troupes russes forment l'unique objet de conversation des politiques de la capitale. On ne peut croire cependant qu'il existe aucun danger d'hostilités immédiates.

La lettre de l'empereur de Russie ayant été défigurée par quelques journaux, nous croyons être agréables à nos lecteurs en leur en donnant une copie exacte.

Lettre de cabinet de S. M. l'empereur de toutes les Russies à S. M. le roi des français, en date de Zarskoé-Sélo le 18 septembre 1833.

J'ai reçu des mains du général Athalin, la lettre dont il a été porteur. Des événements à jamais déplorables ont placé V. M. dans une cruelle alternative. Elle a pris une détermination qui lui a paru la seule propre à sauver la France de plus grandes calamités, et je ne me prononcerais pas sur les considérations qui ont guidé V. M. Mais je forme des vœux pour que la Providence divine veuille bénir ses intentions, et les efforts qu'elle va faire pour le bonheur du peuple français. De concert avec mes alliés, je me plais à accueillir le désir que V. M. a exprimé d'entretenir des relations de paix et d'amitié avec tous les états de l'Europe. Tant qu'elles seront basées sur les traités existants et sur la ferme volonté de respecter les droits et obligations, ainsi que l'état de possession territoriale qu'ils ont consacré, l'Europe y trouvera une garantie de la paix, si nécessaire au repos de la France elle-même. Appelée conjointement avec mes alliés à cultiver avec la France, sous son nouveau gouvernement, ces relations conservatrices, j'y apporterai pour ma part toute la sollicitude qu'elles réclament et les dispositions dont j'aime à offrir à V. M. l'assurance en retour des sentiments qu'elle m'a exprimés. Je la prie d'agréer en même temps celle, etc.

M. le comte de Kergorlay pair de France, a été condamné par la chambre des pairs à 6 mois d'emprisonnement et 500 fr. d'amende.

Des lettres de Londres annoncent que lord Grey n'a accepté le ministère qu'aux conditions suivantes : 1° réforme parlementaire; 2° économies dans les dépenses publiques; 3° déclaration absolue du principe de non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays.

Dans la séance du congrès du 19 novembre, M. Raikem fait le rapport de la section centrale sur la proposition relative à l'exclusion de la maison d'Orange; ce rapport est ainsi conçu :

Le congrès déclare tous les membres de la famille de Nassau exclus à perpétuité de tout pouvoir en Belgique.

— La nouvelle de la mort de M. Frédéric de Mérode a causé hier la plus vive sensation. Sa famille a décidé qu'il serait enterré à Berchem, près d'Anvers, où il reçut la fatale blessure. Les chasseurs de M. Chasteleer partent cet après midi pour Malines, afin de rendre les derniers devoirs à leur brave et malheureux camarade.

MAYENCE, 10 novembre.

Les trois corps d'armée qui se trouvent dans la Prusse rhénane ont reçu l'ordre d'appeler leurs réserves; de sorte que l'infanterie seule montera à près de 75,000 hommes. Le quartier-général du général prussien de Weichrich est tout près des frontières de Gueldres, où un parc de 40 pièces d'artillerie est arrivé dernièrement. (Gazette d'Augsbourg.)

#### ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

Les journaux de Londres du 1<sup>er</sup> décembre, ceux de Paris du 30 novembre, reçus par l'*Hibernia* et le *Havre*, ne nous donnent aucune solution sur la grande question de la guerre.

La lecture attentive de ces feuilles, dans lesquelles sont émises des opinions si diverses, nous laisse dans la même incertitude sur la probabilité des événements, et nous en sommes toujours réduits à baser nos raisonnements sur des conjectures bien incertaines. Ce dont nous ne pouvons douter cependant en voyant les préparatifs formidables faits par la Russie, l'Autriche et la Prusse, ainsi que les mouvements de leurs armées, c'est que ces puissances s'étaient décidées à la guerre avant de connaître le changement du ministère anglais. 200,000 Russes sont rassemblés aux frontières; la Prusse tient la ligne de Wesel jusqu'à Sarre-Louis avec une armée de 90,000 hommes et elle appelle sous les drapeaux la classe de 1831; l'Autriche qui occupe déjà la haute Italie avec une armée de 200,000 soldats, dirige de nouvelles forces sur la Lombardie et le Piémont, où l'on remarque aussi de grands mouvements de troupes, et en outre elle demande 50,000 hommes à la Hongrie. De tels armemens, de si énormes dépenses ne se font pas sans but; mais ces projets que l'on entrevoit aujourd'hui peuvent être renversés par la seule nouvelle de la retraite de lord Wellington, car, nous devons le supposer, quoique la politique de l'Angleterre vis-à-vis de la France n'ait pas toujours été parfaitement franche, il est probable que dans ce moment elle garderait une entière neutralité, si elle ne se décidait pas à embrasser sa cause et à réunir ses armées à celles de cette puissance.

Là est toute la question, et nous ne nous arrêtons pas à chercher les motifs que les puissances peuvent donner à leur agression; c'est ce qui les embarrasserait le moins, et elles auraient bientôt trouvé dans leurs alliances, dans les traités de 1814 et 1815, dans la possession du duché de Luxembourg, etc., etc., des causes bonnes ou mauvaises de rupture. Il ne s'agit pas ici d'un procès porté devant un tribunal impartial : les seuls juges en pareille matière ce sont les baïonnettes, et le plus fort a toujours raison.

Les articles des divers journaux européens que nous mettons sous les yeux de nos lecteurs donneront une idée de l'incertitude qui règne à cet égard, et de la diversité des opinions.

LETTRES ÉCRITES DE FRANCE,  
AU RÉDACTEUR DU COURRIER DES ÉTATS-UNIS.  
No. LXIII.

PARIS, 30 novembre.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière lettre, la chambre des pairs s'est réunie en cour de justice pour procéder au jugement de M. le comte de Kergorlay; c'était une affaire où il ne s'agissait que d'une peine légère, en supposant que le prévenu fut condamné, et que le public n'a considérée que comme la petite pièce en attendant le grand drame du jugement des ex-ministres. Cependant elle a offert des incidents remarquables et a servi à fixer l'opinion publique sur les sentiments politiques de la chambre des pairs. M. de Kergorlay est breton et il a toute la ténacité de caractère qui distingue les habitants de cette province; nommé pair par Louis XVIII, il a cru devoir refuser le serment à S. M. Louis-Philippe, et motiver son refus par une lettre si inconvenante que le président, M. Pasquier, n'a pas cru devoir la lire en séance publique : M. de Kergorlay a fait insérer sa lettre dans les journaux. Vous l'avez vue sans doute; citée pour ce fait devant la cour, il y a paru assisté de M. Berryer; M. de Kergorlay, ex-pair de France, est un petit homme chauve, mais dont les traits sont expressifs, caractérisés et la vieillesse sèche et vigoureuse; M. Persil a présenté l'accusation et M. Berville devait la soutenir. Dans son plaidoyer M. Persil a reconnu et proclamé le dogme sacré de la souveraineté du peuple, et a fait sentir combien la royauté de Louis-Philippe était légitime puisqu'il a été appelé au trône en vertu de ce dogme; jusques-là tout va bien, mais M. de Kergorlay s'est levé et sa défense a été plus violente encore que son délit; il a été jusques à dire qu'il n'était personne en France qui en descendant dans sa conscience ne préférât Dieu-Donné au fils du régicide. A ces mots un murmure sourd a circulé dans la salle et un pair attaché à Charles X a réclamé hardiment la liberté de la défense. Eh bien! le croiriez-vous? le ministère public s'est tû, il n'a pas su faire parler cette souveraineté du peuple qu'il venait d'invoquer et proclamer hardiment que crime ou droit, l'exécution de Louis XVI était un fait accepté par la nation; cette faiblesse a produit le plus mauvais effet; que signifie-t-elle? M. Persil craint-il de s'engager? veut-il garder des ménagements avec ce Dieu-Donné, avec cette cour qui languit à Holyrood, avec toute cette légitimité pourrie qui depuis 15 ans nous est si fatale et que la France a rejetée comme une écume empoisonnée? M. Persil voit-il dans l'avenir et veut-il s'y faire une place? toutes ces craintes sont exagérées, toutes ces réflexions sont trop vives sans doute, mais la faiblesse du ministère public y donne lieu. Le plaidoyer de M. Berryer a été digne du client qu'il défendait, une audace menteuse, une logique ridicule, des arguments tirés du droit divin, voilà ce qui l'a caractérisé; M. de Kergorlay a été condamné, mais s'il faut en croire les bruits qui ont circulé sur la discussion qui a été secrète, vous ne sauriez vous figurer toutes les hésitations des pairs, et enfin la condamnation n'aurait été prononcée qu'à une majorité de trois voix! Voilà où nous en sommes avec une chambre des pairs qui semble n'avoir accepté la révolution de juillet que pour ne pas perdre sa position et qui ne veut point en suivre les conséquences.

Il n'est bruit que de guerre; les journaux carlistes nous déroulent tous les jours l'état imposant des forces de la Prusse, de l'Autriche, de la Russie; il semble à les entendre que deux millions d'hommes soient prêts à ravager la France et à frapper aux portes de Paris, et une joie liberticide perce dans leurs alarmes simulées; mais vous savez que la guerre n'a jamais épouvanté la France. Vous savez qu'elle est forte et puissante; jamais néanmoins vous ne pourriez vous figurer l'enthousiasme et le courage qui règnent dans nos provinces; toute une jeunesse ardente et avide de la gloire qu'ont recueillie ses pères, ne demande qu'à se précipiter au devant des ennemis s'ils osent se présenter. Le maréchal Soult a donné au ministère de la guerre une activité étonnante; avant peu nous aurons cinq cent mille hommes de troupes sous les armes, les fusils arrivent par milliers dans nos arsenaux, les seuls canonniers de la garde nationale de Paris sont assez nombreux et assez exercés pour servir quatre-vingt pièces, tous nos départements forment des corps de volontaires, l'Isère met dix mille hommes sous les armes, un seul coup de canon ferait surgir deux millions de soldats, et enfin le voyage du duc d'Orléans de Paris à Lyon a rallié tous les cœurs français à la dynastie nouvelle; un jeune prince qui danse avec des filles de marchands, qui porte des épaulettes de laine et parle de liberté et d'égalité est chose si neuve et si douce parmi nous que personne n'y résiste. Le maréchal Soult se lève à trois heures et demie du matin, à quatre il reçoit les solliciteurs, cette grande activité étonne et désappointe les paresseux. Il me semble que d'après ce que je vous dis, vous ne serez point surpris d'apprendre que les bons esprits ne croient pas à la guerre.

Le parti jésuitique est vaincu, peut-être même la religion catholique se croit-elle à deux doigts de sa ruine parce que le pouvoir temporel lui échappe, et il n'est point d'efforts que ne



tendent les prêtres pour ressaisir l'influence qu'ils ont perdue. Après avoir usé le pouvoir absolu et abusé du droit divin, quelques-uns aujourd'hui paraissent décidés à suspendre leurs encensoirs aux pieds de la liberté. M. l'abbé de la Mennais, homme adroit, actif, d'un esprit juste et pénétrant, d'une trempe d'âme forte et vigoureuse est à la tête d'une caste de réformateurs, qui crient par dessus les toits à la liberté, à l'égalité et demandent seulement la liberté de l'enseignement; ils ne veulent que cela, sur qu'ils sont de tout le reste s'ils obtiennent ce seul point. Nous avons aussi les Saint-Simonistes qui commencent à faire bruit avec leur pape, leur papesse et leur communauté de biens. Dans ma prochaine lettre je vous donnerai quelques détails curieux sur M. de la Mennais, l'association Vosgienne, et les Saint-Simonistes.

La chambre des pairs a eu hier une séance à huis-clos, elle a entendu le rapport sur l'affaire des ex-ministres; il a duré quatre heures. Dans huit ou dix jours les débats commenceront; les ex-ministres seront alors transférés de Vincennes à Paris et logés dans les appartements préparés pour eux au Petit Luxembourg; deux mille cinq cents hommes de la garde nationale feront tous les jours le service; les débats ne seront pas longs, et probablement cette grande affaire sera terminée le 25 décembre.

Agréez, Monsieur, etc.

#### LE CORRESPONDANT PARISIEN.

Par des arrivages directs de Buenos-Ayres et de Rio-Janeiro nous avons reçu les journaux, jusqu'à la date du 30 octobre du premier de ces ports, et de Rio-Janeiro jusqu'au 11 novembre.

La nouvelle des événements du mois de juillet à Paris a excité le plus vif enthousiasme parmi les Français résidant à Buenos-Ayres, ils se sont réunis pour les célébrer, et le 23 octobre a eu lieu un banquet présidé par M. Mandeville, consul général auquel ont assisté une centaine de Français. Au nombre des toasts portés dans cette occasion, on cite celui qu'a proposé le consul général.

« Les hommes généreux de toutes les nations, qui ont applaudi aux nobles efforts de la France. »

On a ouvert une liste de souscription, en faveur des veuves et orphelins des patriotes morts les 27, 28 et 29 juillet; elle a été couverte des signatures des convives. Déjà une somme de \$800 avait été recueillie pour le même objet.

Le gouverneur de Santa-Fé s'est mis en campagne le 14 octobre, et marche à la tête de 1100 hommes sur les frontières de Cordova.

Il était bruit le 30 octobre d'une guerre prochaine entre le Pérou et la république de Bolivie. Le général Péruvien Gamarra se portait dit-on sur Bolivie avec un corps de troupes. De son côté le président de la république général Santa-Cruz avait pris les mesures nécessaires de résistance.

#### BRESIL.

Par un décret de l'empereur du Brésil du 24 octobre l'assemblée législative a été prorogée au 30 novembre. Un nouveau ministre des finances M. Hollande Cavalcante l'un des députés, a succédé à M. Jose Antonio Lisboa, qui lui-même avait remplacé le marquis de Barbacena.

#### REVU DE JOURNAUX EUROPEENS.

##### LE CONSTITUTIONNEL.

##### Des préparatifs de guerre de la Russie.

On a beaucoup parlé des préparatifs de guerre que faisait la Russie. On sait, comme nous l'avons annoncé hier, que des mouvements assez considérables de troupes avaient lieu sur toutes les frontières nord de la France et de la Belgique. Un camp de 75,000 hommes va se former dans les provinces rhénanes de la Prusse. L'Autriche a demandé à la diète de Hongrie une levée de 50,000 hommes, et le Piémont va mettre son armée sur le pied de guerre.

Ces bruits ont opéré une baisse sur les fonds publics. Les métalliques d'Autriche ont aussi fléchi d'une manière sensible. Il faut voir jusqu'à quel point ces craintes sont fondées.

On n'a point assez envisagé jusqu'à ce jour l'influence que doit avoir le changement ministériel qui vient de s'opérer en Angleterre, sur la paix générale de l'Europe. Cette nouvelle n'était point encore parvenue à Berlin, et à plus forte raison à Saint-Petersbourg, lorsque les mouvements s'opéraient; elle ne peut manquer de refroidir l'ardeur de quelques hommes qui voudraient engager les cabinets du nord dans une lutte dangereuse. Toute guerre doit être appuyée sur un motif, ou au moins sur un prétexte. Or, sur quoi se fonderait le cabinet de Saint-Petersbourg pour rompre la paix en Europe?

La France a opéré sa révolution dans le calme le plus parfait; elle a concentré le triomphe de ses principes dans son propre territoire; elle n'a montré ni ambition de conquêtes, ni désir de nuire à la situation de ses voisins. Quel serait le prétexte d'un mouvement militaire par rapport à la France? nous ne le trouvons pas. Un cabinet se placerait dans une bien fautive position, s'il voulait ainsi s'immiscer dans une résolution toute d'intérieur. Au jour où les puissances entreraient dans cette voie malheureuse, la France serait autorisée à prêter la main à tous les mécontentements, à montrer son drapeau de liberté à la Pologne, à l'Italie et aux provinces rhénanes.

Une seconde cause de guerre est recherchée dans la situation actuelle de la Belgique.

La Russie fait valoir tout à la fois ses alliances de famille et le maintien des stipulations de 1814 et 1815. Il faudrait supposer à M. de Nesselrode l'absence de toute idée politique pour changer une question de parenté en une intervention armée. Qui peut ignorer aujourd'hui que la parenté n'est point un motif pour déranger l'équilibre européen? En 1814, l'empereur d'Autriche n'a-t-il pas fait le sacrifice de sa fille aux résolutions suprêmes des cabinets? Les questions d'alliance de famille ne créent pas des droits; elles peuvent atti-

rer la bienveillance d'un souverain envers un autre; mais elles ne donnent pas des titres qui n'existent point.

La Russie, sous ce premier rapport, ne pourrait donc faire une juste guerre. Invoquerait-elle les stipulations de 1814 et 1815? Il serait absurde de supposer que cette puissance, qui n'a aucun intérêt à la formation du royaume des Pays-Bas, ni à son intégralité, prit les armes pour soutenir un droit qui ne la touche point. D'ailleurs, les traités de 1814 et 1815, comme toutes les choses humaines, ont été modifiés par le temps et par les circonstances nouvelles où se trouve l'Europe.

Il n'y aurait donc pour la Russie aucun prétexte de guerre ni contre la France ni contre la Belgique.

Reste une question: celle du Duché de Luxembourg. Elle est spéciale entre la Prusse et la Belgique; mais les renseignements qui ont été produits à la dernière séance du congrès belge, les discussions qui ont eu lieu éclaireront sans doute la Prusse, qui veut à tout prix éviter la guerre. Si nous sommes même bien informés, le projet d'ajouter les provinces rhénanes à la Belgique, d'en former ensuite un état sous le roi de Saxe, trouverait quelque appui dans les cabinets. La Prusse trouverait un ample dédommagement dans la Saxe, qui serait réunie aux domaines de la maison de Brandebourg. Une telle division aurait bien des inconvénients et aggraverait trop l'influence matérielle de la Prusse. Elle ne laisserait plus d'ailleurs le congrès de la Belgique dans toute son indépendance, puisqu'elle lui imposerait les formes monarchiques et un prince étranger.

En résumé nous ne croyons pas à la guerre parce qu'elle n'est pas dans l'intérêt des puissances; parce qu'elles n'ont aucun motif de la faire; parce qu'elles savent enfin que la nation française attaquée trouverait 2 millions d'hommes pour sa défense, et ce drapeau tricolore qui promènerait la liberté en Europe.

##### LE GLOBE.

Aujourd'hui, s'il faut ajouter foi à certaines confidences échappées à des agents de cette grande intrigue, et qu'une circonstance singulière a fait arriver jusqu'à nous, il ne serait pas impossible d'indiquer le plan général de la guerre dirigée contre la France. Toutefois, il faut le répéter encore, nous sommes loin d'attacher à ces aveux l'importance d'une révélation officielle, et nous ne prétendons pas que ce soit la vérité; nous croyons cependant qu'on y trouvera du moins de la vraisemblance.

Venons donc au fait sans autre préambule. Les reconnaissances de tous les cabinets, les assurances de paix et d'amitié prodiguées à dessein, devaient endormir dans une trompeuse sécurité notre nouveau gouvernement. Cependant tout se préparait pour la campagne prochaine. Des émissaires, ou pour les appeler de leur nom véritable, des espions avaient été d'abord envoyés par l'Angleterre dans plusieurs de nos provinces, notamment dans la Vendée et dans le Midi, pour sonder l'opinion populaire et laisser au besoin quelques mèches de contre-révolution.

La Russie, la Prusse et l'Autriche auraient rassemblé leurs soldats; l'Angleterre aurait jeté des troupes à Lisbonne, et l'armée portugaise, commandée par des chefs anglais, se réunissait à l'armée espagnole, équipée aux frais de l'Angleterre. C'est en Espagne que devait s'établir, pour agir plus immédiatement sur nos provinces méridionales, une régence instituée au nom du duc de Bordeaux, et composée de sa mère ainsi que de quelques serviteurs dévoués des Bourbons. L'Espagne devait jouer dans cette affaire un rôle important; on l'obligeait de reconnaître sur le champ l'emprunt des cortès; et l'on trouvait à cela trois avantages: de séduire le président du conseil en adoptant son plan favori, d'obtenir en échange la dispersion des réfugiés, et d'arracher à la France de nouveaux millions qui serviraient à lui faire la guerre avec ses propres moyens.

Tout préparé de cette manière, et le printemps venu, la déclaration de guerre des puissances coalisées était lancée contre nous. La Prusse, l'Autriche, et l'Angleterre par la Hollande, agissaient sur le Rhin; l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal, sur les Pyrénées. Les mouvements insurrectionnels préparés en Vendée et dans la Provence éclataient en même temps; et, au jour fixé, toutes les marchandises françaises qui traversent les mers étaient saisies par les croiseurs anglais. Seulement on colorait cet acte de piraterie en publiant une solennelle promesse de rendre ces marchandises à leurs propriétaires dès que la paix serait rétablie, afin d'intéresser tout le commerce maritime à la chute du gouvernement actuel.

Le reste était laissé aux chances de la guerre, qu'on croyait avoir assurées par ses combinaisons et ses préparatifs. Tel serait, au dire de ses propres agents, le plan formé contre la France par l'administration dont l'Angleterre vient de se délivrer.

##### LE TEMS.

La lettre de l'empereur de Russie au roi des Français, que nous avons publiée, fournit matière à de graves réflexions. Il n'est pas besoin de beaucoup d'attention pour y trouver toute la sécheresse, disons plus, toute l'inimitié à laquelle on peut se livrer en termes polis, sans compromettre la dignité souveraine et déroger aux égards qu'on se doit entre têtes couronnées. Les événements qui ont placé Louis-Philippe sur le trône sont sans doute à jamais déplorables, comme le dit le texte de la lettre; car nous nous plaignons à appliquer cette expression à l'inconcevable perfidie et à l'odieuse manœuvre de foi de Charles X; mais que dire de la réserve avec laquelle l'empereur Nicolas se jette dans ces vœux stériles à la providence, qui sont le protocole ordinaire des déclarations de guerre de la Russie, et qu'on ne manquait pas de trouver dans chaque proclamation que son prédécesseur lançait contre Napoléon?

Nous savions, et personne en France ne pouvait ignorer que la Russie verrait notre révolution d'un mauvais œil, et que nous ne pouvions compter de garder avec elle d'autres relations pacifiques que celles que devait entretenir l'extrême éloignement des deux pays dont les intérêts matériels ont si peu d'occasions de se froisser. Il faut bien le dire, nous comptions aussi sur l'impression que devait produire à Saint-Petersbourg la soudaineté de notre mouvement de juillet, sur le

respect que devait commander l'attitude d'un peuple qui s'était levé avec tant d'unanimité contre un gouvernement oppresseur. Tout cela pouvait être vrai naguère; mais maintenant, voilà que déjà nous recueillons le fruit de nos discordes.

##### MORNING CHRONICLE.

PARIS, 27 novembre.

##### Y aura-t-il guerre en Europe?

L'écrivain, après avoir répondu à plusieurs questions qu'il s'était faites sur l'état de guerre en Europe, et après avoir exprimé son opinion sur les moyens qu'aurait la France de repousser les forces ennemies, surtout dans le cas, très-probable suivant lui, d'une alliance entre la France et l'Angleterre, ajoute les réflexions suivantes:

Qu'est-ce donc que je redoute? Je crains le massacre de millions d'individus de la race humaine; je crains de voir les villes et les villages désertés par leurs habitants; que le bruit discord du tambour ne résonne encore en Belgique, en Espagne, en Italie, en Prusse et en France; que des veuves n'aient à déplorer la perte de leurs maris, des mères celle de leurs enfants; que ce qu'il y a de plus violent dans nos passions ne soit mis en action de nouveau, qu'enfin nous n'ayons à nous réjouir des glorieuses nouvelles annonçant la destruction d'une armée prussienne ou russe. Oui, je crains encore que la guerre n'interrompe la marche de la civilisation, qu'elle ne suspende le progrès des écoles, qu'elle ne porte obstacle, pour long-temps du moins, au bonheur des hommes. Elle encourage le fanatisme et l'intolérance, les jésuites et les prêtres en Europe, et ranimerait les orgies de la congrégation. Je crains la privation des moyens d'échange, la ruine du commerce, que les arts ne soient négligés. Je crains la ruine des manufactures; un relâchement considérable dans la science, la littérature, les lois, la religion et la morale; je crains que, dans son ardeur, la France régénérée ne soit portée à faire des conquêtes, qu'après avoir repoussé l'invasion de son territoire, elle n'étende sa pensée et ses vœux sur le territoire d'autrui. Désirant le bien de la France, celui de l'Europe, le bonheur de l'espèce humaine, n'ai-je donc pas le droit d'exprimer des craintes, de vives alarmes, et d'être effrayé de l'idée qu'il y aura guerre en Europe?

Mais, dois-je croire à la probabilité de la guerre? Je ne puis m'en dispenser. Les faits s'accroissent, des courriers arrivent incessamment de toutes les parties de l'Europe: les actes dont ils nous instruisent, les nouvelles qu'ils portent tendent tellement à la guerre, que je suis forcé de déclarer, oui, la guerre est probable. Croyez à ce que j'avance. Pesez les nouvelles que nous avons reçues depuis 48 heures de divers pays en Europe, et dites moi si je puis avoir une autre opinion.

Nous savons officiellement que la Russie vient de faire une levée de troupes — qu'elle n'a point reconnu notre roi des Français Louis-Philippe — que l'empereur est déterminé à maintenir le maudit système de la sainte alliance de 1815 — qu'il fait marcher des troupes vers l'Allemagne — que la cour de St-Petersbourg a protesté contre l'exclusion de la maison de Nassau de la Belgique, et contre l'esprit révolutionnaire dans l'ouest de l'Europe.

Nous avons l'avis officiel que 100,000 hommes de troupes prussiennes sont prêts à marcher sur la Belgique au premier signal. Nous savons qu'il existe une clause d'opposition à la dernière révolution en Belgique, dans le double contrat d'union matrimoniale entre des membres des familles royales de Prusse et de Hollande. Nous savons encore à peu près officiellement, que les cours de Berlin et de St-Petersbourg sont parfaitement d'accord sur les mesures à prendre, dans le cas d'exclusion de la maison de Nassau.

Nous sommes officiellement informés que la Belgique a exclus pour toujours la maison de Nassau de l'exercice du pouvoir dans ce pays! .... Cette décision a été adoptée à une majorité de sept contre un! Bien plus, nous avons appris officiellement, que l'exclusion de cette maison a été prononcée malgré la déclaration antérieurement faite au Congrès au nom de la Russie, portant que le rejet de la maison de Nassau de la Belgique troublerait la paix de l'Europe. Cette déclaration a-t-elle déconcerté ou intimidé les braves Belges? Non, certes! Loin de là, ils ont procédé sur-le-champ d'après l'ordre du jour. Ils ont dédaigné cette communication diplomatique qui avait pour but de les intimider, et ils ont finalement arrêté que la maison de Nassau était exclue du trône pour toujours.

Les nouvelles que nous avons de la Hollande ne confirment que trop nos craintes de guerre. Des troupes prussiennes arrivent en Hollande. Des soldats hollandais ont renforcé la garnison de Maestricht. Venloo, dit-on, est repris. Anvers ne sera point évacué; l'armistice est rompu par le fait, et le roi William est aussi résolu, aussi obstiné que jamais. Luxembourg doit être occupé par divers corps de la confédération germanique. Le roi de Hollande appelle la révolution de la Belgique une insurrection, et traite les Belges de rebelles. Il est encourage dans ce sens par la Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Espagne, qui toutes ont des intérêts communs et des vues semblables.

Nous sommes informés que l'Autriche a fait une levée de 50,000 hommes en Hongrie. Nous n'ignorons pas combien la cour de Vienne est mécontente du nouvel ordre de choses en France. Nous savons que le Sud de l'Europe est occupé par 150,000 hommes de troupes autrichiennes. Nous sommes certains que l'empereur et le prince Metternich sont déterminés à ne point reconnaître la révolution belge.

Quant à Naples, la Sardaigne, l'Espagne, je n'en dirai rien. Elles suivront l'exemple des grandes puissances! Si donc nous avons la guerre, elle aura lieu d'abord au sujet de la Belgique. La France ne permettra pas qu'on l'attaque, et la Prusse s'offensera de l'intervention de la France. La Russie ne veut pas admettre l'exclusion des Nassau, et les Belges les ont rejetés.

Qu'est-ce donc que je crains? Hélas! que la guerre ne soit inévitable. Essayez de la détourner; cherchez à la prévenir. Mais si elle doit avoir lieu, que la Grande-Bretagne et la France agissent de concert, et le résultat sera celui du combat de Don Quichotte contre les moulins à vent.

O. P. Q.



## RELIGION.

## LE FAUX MESSIE.

Il y a des gens qui, par une espèce de bigotisme, dont ils ne savent pas se rendre compte eux-mêmes, restent intérieurement ennemis de la nation juive, quoique la raison et l'humanité leur disent que tous les hommes sont frères et que la différence de croyance ne doit pas nous aveugler au point de haïr celui qui confesse une religion qui n'est pas la nôtre. Il y a aussi des gens qui réclameraient hautement, si l'on s'avisait de vouloir convertir tous les juifs, parce que ce serait un démenti donné aux prédictions chrétiennes, qui veulent que les juifs restent jusqu'à la fin du monde comme témoignage frappant de la colère divine. Quant à nous, nous ne pouvons que plaindre un peuple entier qui attend toujours en vain l'arrivée du Messie, venu il y a 1830 ans, et nous pensons que tous ceux qui connaissent les ennuis d'une longue et inutile attente seront de notre opinion.

Depuis la dispersion des Juifs, plusieurs faux messies ont apparu parmi eux, mais aucun n'a fait autant de bruit et n'a joué son rôle avec plus d'éclat que Sabbathai Sévi, qui a su exciter le plus haut enthousiasme parmi les Juifs dispersés dans les différentes parties du monde.

Cet homme extraordinaire était le fils cadet de Mardachai Sevi, marchand de volaille à Smyrne, et qui plus tard devint l'agent de quelques négociants anglais de cette ville. Sabbathai naquit en 1625 : son père l'envoya à l'école, où il fit des progrès rapides dans la science de la cabale. À l'âge de dix-huit ans il fut fait hachin ou rabbin. Déjà, à cette époque, il se faisait des sectateurs parmi les Juifs jeunes et vieux. Il se soumettait avec eux à des jeûnes sévères et allait se baigner dans la mer.

À l'âge de vingt ans il épousa une femme d'une grande beauté, mais il se refusa de consommer le mariage avec elle ; appelé par le père en justice, il fut obligé de divorcer. Il se maria une seconde fois et ce mariage fut encore déclaré nul pour la même raison. Sabbathai soutint qu'une voix du ciel lui avait annoncé qu'aucune de ces deux femmes n'était destinée à être sa compagne dans cette vie ; ses sectateurs expliquaient sa manière d'agir par le désir sacré de vaincre toutes les passions humaines, tandis que ses ennemis en donnaient une raison tout à fait différente. La célébrité de Sabbathai alla toujours croissant ; il resta souvent, d'un sabbat à l'autre, dans les jeûnes et les prières ; et cependant sa beauté extraordinaire ne paraissait qu'augmenter de jour en jour, et son corps exhalait un parfum naturel.

Bientôt Sabbathai commença à prêcher et à se donner pour David ; il avait même l'audace de prononcer le nom ineffable de Jehovah, pour donner une preuve concluante de sa mission divine. Les rabbins saisis d'horreur de ce double crime le déclarèrent digne de mort, et l'accusèrent devant le tribunal turc à Smyrne. Il se sauva à Salonichi : mais les rabbins l'y persécutèrent encore. Il fut obligé de se retirer en Egypte, et de là à Jérusalem. Ce fut sur la route de Gaza qu'il gagna un de ses plus zélés partisans, nommé Nathan Benjamin, qui se présenta en tremblant devant lui, et déclara que, comme Hézékiel, il avait vu le Seigneur dans son char, traîné par des chérubins, et qu'un des séraphins avait dit à haute voix : « Votre Sauveur est venu : son nom est Sabbathai Sevi. »

À Jérusalem, le nouveau prophète obtint un grand nombre de sectateurs, et fit trembler les rabbins ; il eut même l'audace de déclarer qu'il irait bientôt arracher la couronne de la tête du sultan. Après un séjour de treize ans à Jérusalem, il retourna en Egypte, où il se remaria pour la troisième fois, d'après l'assertion de ses ennemis, avec une femme sans conduite ; mais, d'après ses sectateurs, avec une vierge qu'un miracle lui désigna pour fiancée. Revenu dans la capitale de la Palestine, Sabbathai se rendit un jour dans la synagogue, et s'y proclama comme véritable messie. Cet événement excita une émeute générale ; les rabbins le déclarèrent hors la loi, et il fut obligé de s'enfuir à Smyrne, où le peuple le reçut avec enthousiasme. Un juif, qui jouissait d'une grande considération, déclara publiquement à la bourse que Sabbathai n'était qu'un imposteur : quand l'incrédule revint chez lui, il tomba sur son siège et mourut. Chacun crut reconnaître la main de Dieu dans cet accident : les rabbins eurent peur.

Sabbathai s'entoura d'une pompe royale. Quand il sortait, on portait devant lui une bannière sur laquelle étaient inscrits ces mots : « La main droite du seigneur est élevée. » Il distribuait entre ses sectateurs les royaumes de ce monde : nomma ses deux frères rois de Juda et d'Israël, et prit pour lui-même le titre de roi de la terre.

Sa renommée et sa gloire se répandirent partout. Les affaires de la bourse furent interrompues en Pologne, en Allemagne, à Hambourg et à Amsterdam, et les juifs les plus raisonnables ajoutèrent foi à la venue du messie. Les présens les plus riches furent envoyés à Sabbathai ; il reçut des ambassades des différentes communautés juives ; elles étaient souvent obligées d'attendre plusieurs semaines avant d'obtenir une audience de lui. Son image, ornée d'une couronne d'or, fut placée dans les synagogues ; on y récitait le vingt-unième psaume, et on fit des prières publiques pour lui. Partout se levaient des prophétesses, qui criaient en hébreu : « Sabbathai Sevi est le véritable messie de la race de David, à lui sont donnés le royaume et la couronne. » Les filles même de son ennemi mortel, du rabbin Pechina, furent atteintes d'un semblable délire, et comme Sabbathai l'avait prédit, elles récitaient ses louanges en langue hébraïque, qu'elles n'avaient jamais apprise. L'enthousiasme était si grand parmi les juifs de la Perse, que les agriculteurs refusèrent de labourer les champs ; un gouverneur leur fit des représentations sur ce sujet, et leur demanda de quelle manière ils pourraient payer leurs impôts s'ils ne travaillaient pas. Leur réponse fut : Seigneur, nous n'avons plus besoin de payer des impôts, car notre sauveur est venu. Alors, le gouverneur leur proposa de lui donner une promesse en règle, par laquelle ils s'engageaient de payer 200 tomans, si le messie ne paraissait pas avant trois mois. Tous la signèrent sans répugnance.

Cependant Sabbathai avait poussé les choses trop loin pour s'arrêter, et ses sectateurs l'invitèrent hautement de se rendre

à Constantinople et d'attaquer le grand seigneur. Il y fut reçu avec enthousiasme par les juifs. Mahomet IV était absent, et Sabbathai demanda une audience au grand-visir Ahmed Képili ; elle fut ajournée, parce que celui-ci voulait d'abord attendre les ordres du sultan ; ils arrivèrent et pressèrent d'arrêter le prophète. Le grand-visir envoya alors un aga des janissaires à la demeure de Sabbathai, mais cet homme superstitieux perdit toute sa contenance en le voyant assis resplendissant comme un ange. Il revint en tremblant chez son maître, sans avoir exécuté l'ordre. L'envoi d'un second aga eut le même résultat. Enfin Sabbathai vint de son plein gré se constituer prisonnier du visir, qui lui donna le château de Sestos pour demeure. Le prophète y émit des manifestes adressés aux juifs de différents pays, et reçut des députations qu'il étonna par sa science profonde de la cabale.

Un autre juif, Nehemiah, se présenta devant lui, et prétendit participer de sa mission de messie : sur le refus de Sabbathai, il devint son antagoniste le plus acharné. Les juifs le persécutaient et voulaient le tuer. Nehemiah s'enfuit, et ne voyant d'autre moyen de sauver sa vie, il arracha le turban d'un Turc, et se le mit sur la tête, en criant qu'il se faisait musulman. Alors les Turcs le prirent sous leur protection et l'envoyèrent au sultan, qui ordonna qu'on lui amenât Sabbathai à Andrinople. Mahomet IV ne se contenta pas de paroles et exigea des miracles ; il le fit mettre nu, et lui proposa de faire lancer contre lui des flèches empoisonnées, en l'assurant que, s'il le trouvait invulnérable, il le reconnaîtrait lui-même comme messie : mais s'il refusait à se soumettre à cette épreuve, il ne lui restait d'autre choix que de mourir, ou de se faire musulman. L'interprète, car Sabbathai ne savait pas le turc, lui conseilla d'accepter le dernier point de la proposition du sultan. Le prophète ne réfléchit pas long-temps, prit le turban, et déclara qu'il professait l'islamisme. Le grand-seigneur, au lieu de le renvoyer avec mépris, lui fit donner une pelisse d'honneur, l'appella Aga-Mahomet-effendi, et lui conféra le rang de capidji-bachi, ou portier du palais.

Ce changement subit répandit une consternation générale parmi les juifs, et les prophètes et prophétesses ne savaient plus que dire. Sabbathai adressa la circulaire suivante à ses frères israélites : « Moi Mahomet, capidji-bachi, je vous annonce que Dieu a opéré mon changement d'israélite en ismaélite ; il l'a voulu, et cela s'est fait ; il l'a ordonné, et son commandement est rempli. Donné le jour de ma naissance d'après sa sainte volonté. »

Il savait expliquer d'ailleurs avec une sagacité extrême l'annonciation prophétique de ce changement, qu'il prétendit lui avoir été prédite non-seulement par les traditions juives, mais aussi par les livres de l'Ancien Testament. C'est de cette sorte qu'il soutint long-temps son double caractère, en passant parmi les musulmans pour un vrai croyant, et pour le messie parmi les juifs. Un grand nombre des derniers suivirent son exemple et prirent le turban. Après la mort de sa troisième femme, qui était polonaise, il épousa la fille d'un juif savant, laquelle se convertit aussi à l'islamisme.

Enfin les rabbins parvinrent à exciter le ressentiment du sultan contre Sabbathai ; il fut arrêté et confiné dans la forteresse de Belgrade, où il mourut le 10 septembre 1676, âgé de cinquante ans. On aurait dû croire que sa secte ne lui survivrait pas, mais est-il possible de pouvoir calculer l'opiniâtreté de la superstition ? Ses partisans prétendent qu'il avait été enlevé au ciel comme Hénoc et Élie ; et, malgré les efforts des rabbins, sa secte se répandit partout. Il est aussi digne de remarque que son plus grand ennemi, Nehemiah, finit par abjurer l'islamisme, et se convertit au sabbathisme.

## SCIENCES.

## REMARQUES SUR LA PHOSPHORESCENCE DES YEUX DES ANIMAUX.

Tout le monde sait que non-seulement les yeux des chats et des chiens, mais encore ceux de plusieurs autres espèces, brillent souvent la nuit d'un éclat jaune, verdâtre ou rougeâtre ; jusqu'à présent on n'a pu parvenir à découvrir la cause de ce phénomène ; et l'on n'est pas plus avancé sur le but que la nature s'est proposé dans le don qu'elle en a fait à ces animaux. M. Reugger, auteur de l'histoire naturelle des animaux du Paraguay, a fait de nombreuses observations à cet égard. Il a constamment remarqué la phosphorescence des yeux chez plusieurs espèces, comme le *nectipithecus trivirgatus*, les *felis onca*, *concolor* et *pardalis*, le *canis azarae*, etc. etc. tandis que, chez d'autres animaux nocturnes, tels que les cheiroptères, les *felis yaguarundi* et *lyra*, les marsupiaux, ainsi que plusieurs rongeurs, il n'a jamais pu l'apercevoir. Il suit de ses observations que les yeux des animaux qui sont doués de la propriété phosphorescente brillent durant la nuit, ou bien pendant le jour lorsque les animaux se trouvent dans l'obscurité, et même en plein jour lorsque le tems est couvert. Dans ces moments, la pupille est excessivement dilatée, et les deux chambres de l'œil sont éclairées ; la lumière est projetée en avant vers les objets que l'animal regarde, et les éclaire de manière qu'on distingue très bien, dans la plus grande obscurité, les corps placés à dix-huit pouces de distance. En restant dans ce moment les yeux de ces animaux, on voit distinctement que la lumière part du fond de l'œil, et probablement du nerf optique, et dure souvent jusqu'à une minute. Elle paraît dépendre de la volonté de l'animal ; cependant on l'observe aussi dans des moments où les animaux sont vivement excités, et il est probable qu'alors les yeux brillent sans la participation de la volonté. Chez un individu du genre *canis azarae*, affecté de goutte sereine, les yeux ne brillaient jamais. Chez un autre qui avait une cataracte, l'œil malade ne brillait que lorsque la pupille était assez dilatée pour que la lumière put passer autour du cristallin. Le docteur Parlet affirme que les yeux perdent leur phosphorescence lorsqu'on blesse le nerf optique, et que les blessures de la cornée et de l'iris n'ont aucune influence sur cette propriété. M. Reugger conclut des observations qui précèdent que la phosphorescence vient du nerf optique, et sert aux animaux nocturnes à éclairer et distinguer les objets placés devant eux.

## RECHERCHES HISTORIQUES.

## RECHERCHES SUR LES TROIS COULEURS NATIONALES ET LE COQ GAULOIS.

(Suite et fin.)

Il eût été facile de rassembler un plus grand nombre de témoignages historiques pour appuyer l'opinion émise dans l'article précédent, savoir que les trois couleurs ont été, dès les tems les plus anciens, préférées par les Français. Nous aurions pu citer, par exemple, les autorités qui attestent que les trois grandes nations qui composaient jadis l'empire des Gaulles, avaient adopté ces couleurs pour se désigner ; qu'ainsi la Gaule aquitaine se distinguait par le rouge, la celtique par le bleu, et que la gaule belge avait pour signe caractéristique des bandes déterminées de blanc, de bleu et de rouge ; mais ce que nous avons rapporté suffira sans doute pour établir les droits des trois couleurs à la juste qualification de nationales. Il reste maintenant à examiner si les prétentions du coq sont aussi bien fondées en antiquité, et si ce ne serait point au contraire par une singulière confusion de mots qu'on lui aurait attribué le titre de gaulois, qu'aucun témoignage antique ne justifie.

Les préjugés historiques n'étant pas moins difficiles à déraciner que tous les autres, on nous pardonnera sans doute, quelque peu intéressant que puisse paraître ce sujet, d'entamer une digression sur les signes nationaux des Gaulois, et en général sur les animaux choisis comme symbole ; ces recherches préliminaires devant nous conduire à cette conclusion, que les Gaulois et les coqs (*galli*) n'eurent jamais rien de commun que l'identité fortuite de leur nom latin.

Si les Gaulois avaient manifesté quelque vénération pour le coq, s'ils l'avaient élevé à l'honneur de leur servir d'enseigne et d'emblème, il ne faut point douter que les auteurs et les monuments ne nous eussent conservé quelque souvenir de cette préférence. Loin de là, ils gardent un tel silence sur cet oiseau, qu'il paraît dès-lors bien douteux que ce peuple l'elevât ou même le connût généralement.

Comme les monnaies des Gaulois sont à-peu-près les seuls monuments authentiques que le tems nous ait conservés, c'est aussi sur leurs empreintes grossières qu'il faut chercher l'image des animaux dont les services et l'utilité excitaient leur reconnaissance, et auxquels pour cette raison, ils accordaient une espèce de consécration. L'on y voit quelquefois figurer le taureau qu'ils portaient également sur leurs armes, par lequel ils juraient dans certains cas, et pour lequel ils professaient une grande vénération, sans doute parce que ce quadrupède fut leur première conquête sur les habitants des forêts, le laitage étant réputé leur avoir servi de primitif aliment. On rencontre bien plus fréquemment encore sur les monnaies gauloises la figure du cheval ; c'est même un des revers caractéristiques de ces sortes de médailles ; il y est représenté dans l'action de courir, sans bride et sans couverture. Il serait difficile de ne pas le considérer dans ce cas comme un emblème adopté par la nation, soit pour exprimer son inclination naturelle pour les combats, soit pour caractériser son amour passionné de liberté et d'indépendance. Il est un autre type non moins fréquent sur ces monnaies que les précédents, c'est le sanglier ; cet animal s'y trouve même répété si communément que les antiquaires lui ont attribué, lorsqu'il remplit cette fonction, l'épithète de Gaulois (*sus gallicus*) ; soit qu'ils aient témoigné de leur reconnaissance pour un animal dont ils tiraient leur principale source de richesses, car on sait que les Gaulois faisaient un commerce immense de salaisons avec l'Italie ; soit enfin qu'il ait offert une allusion à leur humeur sauvage et militaire, ce que porteraient à penser quelques médailles de Durnacus, où l'on voit un sanglier auprès d'un soldat. Il n'en est pas moins incontestable que le sanglier devint l'enseigne militaire la plus usitée parmi les Gaulois. Les témoignages des historiens, ainsi que les sculptures de l'arc de triomphe d'Orange, mettent ce fait hors de doute. Il n'est pas même rare de rencontrer dans les cabinets des figures de sanglier en bronze, d'un pied de longueur à-peu-près, sur quelques pouces de hauteur, qui, par le trou dont leur base et même leur corps sont traversés, indiquent positivement qu'ils ont servi à terminer la haste d'une enseigne.

On retrouve également quelques oiseaux parmi les signes monétaires et les ornemens emblématiques adoptés par les Gaulois. La grue se montre dans les bas-reliefs de l'arc de triomphe d'Orange, et sur les autels découverts dans la cathédrale de Paris : on suppose, d'après quelques passages, qu'elle servait également d'enseigne militaire. L'opiniâtreté extrême que déploie cet oiseau dans les combats qu'il soutient, le faisait considérer comme un emblème de la valeur guerrière. On s'étonne de rencontrer l'aigle sur des monnaies qu'on regarde à juste titre comme étant d'origine purement gauloise ; il serait étrange, en effet, que le symbole des dominateurs du monde eût été adopté par leurs plus redoutables ennemis. Il est probable que dans ce type particulier et peu répété, il ne faut voir qu'une imitation grossière et sans but de quelques médailles romaines ; de même que, dans un autre type, on connaît évidemment l'imitation des monnaies de Philippe de Macédoine. On pourrait également admettre l'intention de consacrer le souvenir de quelque trophée ; c'est ainsi, par exemple, que les Allemands prétendent avoir adopté l'aigle à deux têtes en mémoire des deux aigles qu'Arminius enleva aux légions de Varus.

Non-seulement le coq ne figure nulle part sur les monnaies des Gaulois, ni même sur les monuments étrangers, allusifs à ce peuple, mais encore les autres qui ont traité des usages et de l'agriculture de la Gaule ne le mentionnent jamais. Un tel silence a conduit quelques savans à décider que ce gallinacé était généralement inconnu dans cette contrée avant l'invasion romaine. C'est le cygne, pour le dire en passant, qui était l'oiseau de prédilection des Gaulois, tandis que l'oie paraît avoir été leur seul oiseau domestique. Avant que les changements dans l'ordre des climats et l'influence de la population croissante eussent confiné le cygne dans les marais d'Assis et dans les lacs du Caistre, il était très commun dans nos contrées. La Loire et la Seine, la Somme et l'Escaut en étaient immensément peuplés, et une foule de traditions, de fables populaires, attestent l'antique vénération de nos pères



pour ce magnifique oiseau. Quant à l'oie, chacun sait quel rôle il a joué dans nos festins avant qu'il eût été en quelque sorte détrôné par l'oie des jésuites. Dès l'origine de la monarchie il était inséparable de saint Martin. Charlemagne, dont le vaste génie embrassait à-la-fois l'Europe et la basse-cour, consacra plus d'un article de ses capitulaires à régler la discipline de ses troupeaux d'oies. Il veut qu'un chatiment terrible en punisse les ravisseurs, et le souvenir de cette législation sévère a passé jusqu'à nous dans le proverbe : *Qui mange l'oie du roi, cent ans après il en rend la plume*.

Il serait inutile de chercher quelque mention du coq pendant la période où la Gaule fut subjuguée par les Romains. Unie et incorporée à leur vaste empire, elle ne pouvait avoir d'autres emblèmes que ceux de ces conquérants. On trouve à la vérité fréquemment parmi les monuments de cette époque de petits coqs en bronze, sur lesquels on pourrait, si l'on n'était averti, prendre facilement le change; mais on sait que l'offrande de ces petites figures sur les autels de Mercure et surtout des dieux Lares, remplaçait l'immolation de l'animal spécialement consacré à ces divinités.

N'ayant pu retrouver le coq dans les traditions gauloises, il est naturel de le chercher parmi celles des hordes barbares qui, se ruant à l'envi sur le colosse romain, traversèrent ou conquièrent la Gaule et se substituèrent enfin à ses primitifs habitants. Les historiens attribuent à ces nations une telle variété d'emblèmes, qu'il est bien difficile aujourd'hui de spécifier positivement ceux qui appartiennent à chacune d'elles; on les voit attribuer tour-à-tour aux Francs des *croissans*, des *crapauds*, des *serpens*, ou même le *lion*; et ce lion serait, dit-on, l'ancêtre des dix-sept lions belges ou bataves. Suivant d'autres auteurs, les Ripuaires, qui faisaient partie des Francs auraient eu pour emblème une épée, et les Sicambres une tête de bœuf. Quelques-uns s'accordent à donner aux Suèves un ours, aux Alains un chat, aux Saxons un cheval, aux Cimbres et à la plupart des Celtes un taureau. Nous devons nous hâter de convenir que les mêmes auteurs donnent aux Goths le coq pour enseigne, et nous nous verrions forcés sans doute de concéder à celui-ci quelques titres de parenté avec le nôtre, si, au lieu de traverser rapidement la France, les Goths y avaient fondé quelques établissements durables; mais, comme leur passage n'a laissé aucunes traces dans la mémoire nationale, ils n'ont sur notre nouvel emblème pas plus de droits légitimes que sur l'architecture et l'écriture auxquelles ils ont frauduleusement imposé leur nom.

Quelques auteurs et particulièrement Butkens, dans ses *Trophées du Brabant*, ont prétendu retrouver dans le coq goth ou gothique le générateur de tous ceux qui surmontent nos clochers; en effet, assurent-ils, les Goths avaient coutume d'élever des coqs sur les tours des lieux qui se soumettaient, et, comme ce peuple s'est montré dans toutes les contrées méridionales de l'Europe, c'est de lui que sera venu l'usage de mettre des coqs sur les clochers des églises; mais tous les écrivains religieux répudient cette origine barbare: ils nous apprennent que le coq a été placé au sommet des églises, comme le symbole de la vigilance qu'exercent les ministres du culte, et une indication qu'ils doivent adresser leurs prières au ciel dès le lever du soleil. Selon une autre opinion, il faudrait reconnaître dans le coq des clochers ce signe caractéristique des Français, ce coq gaulois que nous avons inutilement cherché à son berceau. Mais cette opinion n'est pas plus admissible que la précédente par la raison que cet usage n'est point particulier à la France, il est commun à toutes les nations chrétiennes. Ce n'est donc point encore là notre coq national, et nous ne voyons guère que les girouettes qui pourraient le réclamer comme emblème.

Pendant le moyen âge le coq ne joua pas un grand rôle dans la science héraldique. C'est presque en vain qu'on le chercherait dans les armoiries françaises, ce qui prouve évidemment qu'on n'avait pas encore songé à en faire, à cause de l'analogie de son nom, un signe national. D'ailleurs, s'il faut dire la vérité, un seigneur féodal ne jugeait pas le coq d'une assez noble espèce pour figurer dans son blason: il fallait, pour mériter cet honneur, qu'un oiseau eût serres et bec crochus, et qu'à l'exemple de tout-puissant baron, il ne vécût que de rapine et de proie.

Si le coq eût dû se rencontrer quelque part comme emblème national, c'était sans contredit au nombre de ces animaux variés que les rois de France prirent pour devise ou dont ils accotèrent l'écu de leurs armes. Tout antérieur sait en effet que, de temps immémorial et jusqu'à Louis XIV, avec le soleil duquel cet usage s'éclipsa, chaque roi de France avait un emblème particulier. Quelques-uns choisissaient le leur parmi les choses inanimées; ainsi Charles IX avait des colonnes, Henri II un croissant, Henri III trois couronnes, et Henri IV la massue d'Hercule; mais la plupart prenaient leur symbole parmi les animaux, et il serait bien difficile de décider aujourd'hui quelles raisons engagèrent Philippe-Auguste à choisir des lions; Louis VIII des sangliers; saint Louis des dragons; Philippe-le-Hardi des aigles; Charles-le-Bel des léopards; le roi Jean des cygnes; Charles V des levriers et des dauphins; Charles VII et Charles VIII des cerfs ailés; Louis XII le plus doux des rois, le porc-épic; et François Ier la salamandre.

Si nous avons cité une si longue liste d'animaux en quelque sorte royalisés, c'est pour montrer que le coq ne s'y rencontre pas plus qu'ailleurs; pour le trouver employé comme symbole de la France, il faut descendre jusque vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. En effet, dans l'année 1665, pour conserver le souvenir de la délivrance du Quesnoy, on frappa un jeton sur lequel on voit la ville dans le fond et sur le devant un coq qui fait fuir le lion espagnol: la légende porte: *Cantaans fugat*. L'allégorie est fondée sur le récit que fait Pline de la préférence de l'antipathie du lion pour le chant du coq, qui le met, dit-il, en fuite. Une autre médaille de 1679 représente un coq sur un globe, où est écrit: *Succia*, et autour: *Gallus protector sub uestro alarum*. On n'apprendra point sans quelque étonnement que hors les deux cas que nous venons de citer, on chercherait peut-être vainement d'autres exemples où le coq ait été employé par des Français comme symbole de la France, et que pendant tout le règne de Louis XIV, si fécond en allégories de toute espèce, et durant lequel on institua une académie pour perfectionner l'art de l'emblème et de la devise,

cet emblème si simple, si naturel, si approprié, n'ait jamais été mis en usage, ni sur les médailles, ni dans les tableaux, ni sur les monuments. Nos ennemis seuls, pour insulter à nos revers, ou nous tourner en ridicule, s'emparèrent de cet emblème que nous délaissions. Ainsi, sur une médaille relative à la jonction du prince Eugène et du duc de Marlborough, qui avait causé la dispersion des Français en 1706, on voit la France représentée par un coq qui se laisse prendre à un hameçon sur lequel il s'est jeté avidement. Ce sont les Hollandais surtout qui ont multiplié ce signe, en représentant sur plusieurs médailles, et de différentes manières le lion batave ou belge poursuivant le coq français. Sur une de ces médailles on lit: *Nunc, tu galle, fugis, dum leo belga fremit*. Sur une médaille de 1712 on voit le coq qui demande la paix au lion batave et au léopard anglais qui la lui refusent. Enfin, sur une médaille de 1760, c'est l'aigle impérial qui déchire le coq français et lui arrache les plumes.

De peur qu'on ne nous accuse de ne rapporter de l'histoire anecdotique du coq que le côté défavorable, rappelons ici une magnifique et bizarre gravure, d'origine probablement étrangère, et qui, si elle n'est antérieure à la révolution française, fait au moins allusion à des événements plus anciens, c'est-à-dire à la guerre de l'indépendance américaine. On y voit le Temps montrant dans un lointain magique, aux quatre parties du monde assemblées, la France représentée par un coq qui, agitant vigoureusement un soufflet, excite un grand feu sous une théière qui fait explosion (on sait qu'un impôt sur le thé provoqua le soulèvement des colonies anglo-américaines); d'un côté l'éclat culbute et met en pièces les léopards anglais, tandis que de l'autre il lance le bonnet de la liberté au milieu des Américains.

On voit, par tout ce que nous avons précédemment rapporté que c'est avec raison qu'au commencement de cet article nous avons déclaré le coq, prétendu gaulois, fils de la révolution française, puisque de son ère seule date son origine comme emblème national. En effet, c'est en 1789, et comme aujourd'hui, avec la garde nationale qu'il prit naissance. Lorsqu'il s'agissait alors de choisir un emblème on ne rêva point que le coq était gaulois; on se souvint que c'était l'oiseau du dieu Mars, et c'en fut assez pour déterminer son adoption. Encore pendant cette période de notre histoire, ne fut-il pas long-temps employé. Son image ne s'associe qu'aux plus belles pages des annales républicaines. Il parut avec la gloire et disparut devant le joug; les faisceaux, le niveau, et le bonnet de triste mémoire le remplacèrent bientôt: dans toute la longue liste des assignats, il ne se montre guère que sur ceux de 1792, et l'on peut assurer que vers 93 il était presque totalement abandonné.

On ne méprendrait gravement sur le but de cet article, si l'on croyait y voir l'intention de déprimer la gloire de notre emblème désormais national. Entreprises dans un simple intérêt de curiosité littéraire, et pour rectifier un préjugé historique accrédité, nos recherches sont aussi inoffensives que doivent l'être toutes celles qui ont la vérité pour objet. Le coq, emblème de la vigilance et du courage indomptable, n'avait point besoin d'un parchemin de noblesse pour devenir le symbole préféré des Français; ses titres d'illustration, sont à Jemmapes et à Valmy, où il vit fuir à son tour devant lui l'aigle épouvanté, et ces titres-là valent bien tous les autres. D'ailleurs, il ne tiendrait qu'à nous de lui restituer en quelques instans plus de lustre antique que nous n'avons pu lui en ôter. Nous rappellerions que chez les Grecs il fut consacré à Mars et à Minerve, comme symbole de la valeur guerrière, et à Mercure en signe de la vigilance qu'exige le commerce; nous dirions que son chant était le présage de la victoire; nous citerions au moins vingt cités de la Grèce ou de l'Italie qui l'avaient choisi pour emblème; et nous le montrerions, enfin, entouré de palmes victorieuses, jusque sur les médailles de la superbe Athènes.

## LITTÉRATURE.

ALCUNE ILLUSTRATION PROSE DI TASSO. — QUELQUES DISCOURS EN PROSE DU TASSE. Nouvelle édition, in-16. Venise, 1829.

Un nouvel autographe de quelques discours en prose du Tasse vient d'être tout récemment découvert en Italie dans cette même bibliothèque de la ville d'Udine où il y a quelques années fut retrouvé un exemplaire jusqu'alors inconnu de la Divine Comédie du Dante. On y a remarqué de nombreuses variantes, qui non-seulement relèvent l'éclat et l'harmonie du style de l'auteur, mais qui rétablissent le véritable sens de plusieurs passages dont la pensée était d'abord équivoque ou inintelligible. Un homme de lettres à Venise s'est empressé d'en donner une édition soignée pour l'instruction de la jeunesse; et l'entreprise en est louable sous des rapports moraux de la plus grande importance. Le Tasse n'est ordinairement connu dans la république des lettres que comme le créateur d'un poème qui fera toujours l'admiration des siècles. Mais si la Jérusalem délivrée nous révèle la puissance d'un génie qui sut parcourir d'un élan si prodigieux les vastes domaines de l'imagination, c'est uniquement dans ses ouvrages en prose qu'on peut découvrir la fermeté d'une âme qui, déchirée par les malheurs les plus éclatants, ne s'en laissa jamais ni maîtriser ni abattre. Ce fut en effet en luttant contre l'infortune qu'il écrivit ces derniers, lorsque l'âge, en penchant vers son déclin, faisait peu-à-peu disparaître devant ses yeux tout ce cortège de brillantes espérances dont sa jeunesse avait été entourée; et l'on ne saurait rencontrer ailleurs un sujet plus éminent pour approfondir l'étude de l'homme et de ses inconcevables pouvoirs. A l'appui de ce fait, nous nous bornerons à citer deux seuls de ces précieux morceaux qui s'échappèrent de la plume du grand poète au milieu des circonstances les plus accablantes. Nous allons avant tout rappeler les anecdotes qui y donneront lieu.

Dans l'automne de l'an 1578, le Tasse s'était enfié pour la seconde fois de la cour de Ferrare, pour se soustraire aux ma-

nœuvres insidieuses des ennemis qui voulaient le perdre, et dont son imagination effarouchée lui exagérait le nombre et les attentats contre sa personne. Après avoir erré quelque temps dans les états de la république de Venise, il s'était réfugié auprès du duc d'Urbino, d'où, ne se croyant pas en sûreté, il partit pour se rendre dans la Savoie. Tandis que sous l'habit d'un homme inconnu il s'approchait de la ville de Vercelli, une nuit orageuse le surprit sur le bord du fleuve Sesia, qu'il ne lui fut pas permis de traverser à cause du courant devenu impétueux par les pluies du jour. Exposé à rester sans abri au milieu d'une campagne inhabitée, il regardait en silence, les bras croisés sur sa poitrine et comme absorbé dans de tristes pensées, le mouvement des flots; lorsqu'un jeune gentilhomme, revenant de la chasse et s'apercevant de son embarras, s'avança vers lui pour s'informer de son nom et de la direction de son voyage. Le poète satisfait à la seconde de ces demandes; mais il ne voulut pas se découvrir, et avec l'accent de la plus profonde douleur se borna à dire, quant à son état: *Fuggo ira di principe e di fortuna*, je fuis la colère d'un prince et de ma mauvaise fortune. Le jeune gentilhomme n'insista point; et comme saisi d'un sentiment religieux devant cet étranger dont la noble contenance et la figure de grand caractère imposaient la vénération, il le pria d'accepter du moins l'hospitalité pendant la nuit dans son château qui était peu éloigné de la rivière. Là, il le présenta à son père, en lui disant à l'oreille qu'il n'avait pu apprendre ni son nom ni sa condition. Le vieillard répondit avec un bienveillant abandon que le voyageur égaré serait toujours le bienvenu chez lui, sans qu'il lui fût nécessaire d'en savoir davantage: et après avoir comblé l'inconnu de prévenances, il le mena dans une salle où toute sa famille était rassemblée pour le repas du soir.

La conversation s'engagea aussitôt entre les convives sur les mets, les fruits et les différens vins qu'on venait de servir successivement à table. Le vieillard, qui aimait les lettres, s'apercevant que son hôte n'était pas un homme vulgaire en fait d'instruction, demanda son avis sur diverses questions érudites; et encouragé par les réponses très-satisfaisantes qu'il en tirait: « Pouvez-vous, monsieur, ajouta-t-il, m'apprendre quelque chose sur cette grande discussion qu'on a élevée aujourd'hui en Italie, relativement à l'origine du monde; car on m'a dit que le fameux chantre de la Jérusalem délivrée n'a pas dédaigné lui-même d'y prendre part, et qu'il a publié lui-même une dissertation lumineuse sur cette matière. » Un doux sourire effleura les lèvres du poète à cette naïve interrogation; et il se disposa immédiatement à lui complaire. Il établit les termes de la question, en développe toutes les parties avec une précision remarquable, examine avec impartialité les différentes opinions des savans sur cette dispute, et détermine les preuves sur lesquelles il avait fondé la sienne. Le vieux gentilhomme, soit qu'il connût la manière de penser du Tasse, ou que, frappé par tant d'érudition et tant d'éloquence, il conçût que nul autre que le Tasse ne pouvait lui tenir ce discours, se trouva saisi d'une émotion profonde qu'il ne lui fut plus possible de cacher. Il l'avait reconnu: et il allait le lui déclarer avec un transport de joie; mais arrêté tout-à-coup par un sentiment de convenance, il se borna à lui dire: « Monsieur, je respecte votre secret; mais je vois assez clairement que j'ai donné l'asile à un plus grand personnage que je ne l'avais cru d'abord. » Le poète ne répondit qu'en baissant les yeux, et un moment de silence suivit cette répartie qui avait porté sur lui tous les regards. Le vieillard enfin s'empressa de reprendre la parole pour mettre tout le monde à son aise, et demanda à son hôte la permission de lui exposer, pour en avoir son avis, les doctrines d'un petit manuscrit que son père lui avait laissé en mourant, sur les moyens de faire prospérer une famille, tant du côté des intérêts matériels, que de celui de l'éducation morale et industrielle de tous les membres qui la composent. Cela devint entre eux le sujet d'un long et brillant entretien qui occupa de la manière la plus agréable une grande partie de la nuit.

Au bout de deux ans, le Tasse retomba dans les filets du duc de Ferrare, qui, réunissant à la cruauté l'outrage le plus sanglant, le fit enfermer dans une maison de fous. A cet acte de violence sauvage le poète apprécia toute la misère de sa condition: mais la force de son âme ne l'abandonna point. Résigné à tout ce qu'il y avait d'irrésistible dans sa malheureuse destinée, il eut assez de pouvoir pour cacher sous l'apparence du calme les orages de son cœur déchiré. Ce fut en cet état qu'il reçut la visite de Montaigne qui parcourait alors l'Italie. Le moraliste français, en l'apercevant de loin, sentit se soulever en lui toutes les puissances de la nature: il l'approcha les yeux remplis de larmes; et dans le contraste même de l'humiliation il reconnut le génie sous ses formes les plus rayonnantes et les plus colossales. Leur entretien fut court; mais quelques momens suffirent à l'illustre voyageur pour se convaincre que dans cette victime de la vengeance d'un potentat orgueilleux il y avait des passions impétueuses et exaltées, et non pas de la véritable aliénation mentale. En effet, ce fut dans ce lieu de dégradation que le Tasse écrivit les plus belles de ses poésies fugitives, en exhalant ainsi sa douleur comme pour l'étouffer dans le charme de ses rêves mélancoliques: ce fut dans ce lieu qu'il composa son traité en prose qui a pour titre: *le Père de famille*, où avec un style plein de grâce et d'onction il consigna le récit fidèle de son aventure auprès du gentilhomme de Vercelli dont nous venons de parler. Il ne vivait plus que de souvenirs.

Après sept ans d'emprisonnement, le Tasse recouvra sa liberté, à cause de l'indignation générale que la dureté du duc de Ferrare avait excitée en Italie. Il se rendit à Rome dans un état de dénuement complet. Ses amis avaient disparu; le monde n'était plus pour lui qu'un immense désert. Accablé par une fièvre dévorante, sans pain, sans abri, sans aucun moyen de se préserver contre les injures des saisons, il s'arma de sa constance ordinaire, et se présentant à la porte d'un hôpital public, il demanda à y être reçu par charité. Qui ne se serait pas tombé dans l'abattement du désespoir, en se voyant réduit à cet extrême degré d'infortune? Le Tasse en gémit du fond de ses entrailles, sans que la fermeté de son âme s'en laissât pourtant ébranler. Tous les soins que l'humanité réclame lui furent prodigués dans ce lieu de bienfaisance; et aussitôt que sa santé s'y fut rétablie, il en sortit pour repren-



dre tranquillement le cours de ses études, mais comme un homme qui, n'ayant devant lui ni présent ni avenir, va chercher un reste de vitalité morale dans les siècles qui ne sont plus. Ce fut dans cette disposition d'esprit qu'il écrivit le plus sublime de ses morceaux de prose, et qu'on doit regarder comme le dernier chant du cygne. En voici le sujet.

Tacite a dit quelque part que les écrivains grecs n'avaient ordinairement des louanges que pour leur pays : et Plutarque, à la vérité, a paru ingénieux à confirmer ce témoignage du célèbre annaliste latin ; car parmi ses œuvres morales, il nous a laissé deux traités, où, en supposant une dispute élevée entre la Vertu et la Fortune, il en fait juger la Raison philosophique, et s'efforce de prouver qu'Alexandre devait toute sa grandeur à la vertu, tandis que les Romains ne devaient en grande partie la leur qu'à la fortune. On conçoit que cette opinion, qui attribue au simple hasard la fondation d'un empire colossal qui a conquis et civilisé le monde, devait naturellement rencontrer de forts opposants parmi les Italiens modernes, parce qu'elle tend à détruire jusqu'à la gloire de la supériorité passée. Le dernier qui a soutenu l'opinion contraire par des raisonnements vigoureux, a été le fameux Vico dans un ouvrage très peu connu en Europe qui a pour titre : *De uno universi juris principio, etc.* Mais avant ce publiciste, Machiavel et Paruta avaient eux-mêmes combattu Plutarque ; le premier avec la profondeur habituelle de sa logique, et le second avec cette pompe oratoire qui lui était propre.

Le Tasse, qui florissait à une époque intermédiaire entre ces trois écrivains, et qui, n'étant inférieur à aucun d'eux par la force du talent, leur était de beaucoup supérieur par l'éclat et l'élévation du style, voulut aussi rompre une lance contre le philosophe grec ; et c'est là le sujet du discours mentionné ci-dessus. Il lui donne le titre de *Réponse de Rome à Plutarque*, parce qu'il y introduit le génie même de la ville éternelle, prenant la parole pour soutenir les droits de sa renommée, et avec un choix exquis de tout ce qu'il y a de plus brillant dans les histoires grecques et latines, il suit pas à pas les raisonnements de son compétiteur, le met le plus souvent en contradiction avec ses propres pensées, et en développant les faits dans leurs liens nécessaires avec les causes, il démontre le rôle efficace actif que la vertu a joué dans l'établissement de l'empire romain, depuis son premier fondateur jusqu'à ceux qui, par leur corruption, contribuèrent à sa ruine. Si Cicéron lui-même eût été appelé à défendre l'honneur de sa patrie, il n'aurait pu s'en décharger avec plus de chaleur et d'éloquence, et l'on ne pourra jamais s'expliquer qu'un homme accablé de pareils malheurs ait été capable de déployer tant d'élan et d'enthousiasme.

Après avoir envoyé son manuscrit à un prince de la famille Orsini, qui lui avait toujours témoigné la plus touchante bienveillance, le Tasse partit pour Naples avec l'espoir d'y retrouver, non pas la joie, mais le repos : car lorsque le cœur de l'homme a été flétri par l'adversité, et que le voile magique des illusions a été déchiré devant ses yeux, il sait bien que ce n'est plus sur le bonheur qu'il doit compter. Il se retira dans une maison de campagne de son ancien ami le marquis Manso, le même qui, à peu d'intervalle, avait eu la bonne fortune de recevoir chez lui d'abord le chantre de la *Jérusalem délivrée*, et ensuite celui du *Paradis perdu*, et qui nous laissa de si précieux renseignements sur la vie de ces deux poètes célèbres. Cependant le repos même n'était plus fait pour cette âme agitée. L'aspect chéri de la terre natale, les souvenirs de l'enfance, presque toujours si doux, ne lui avaient point rendu le calme. S'il se plaisait dans ses promenades solitaires, c'était pour y nourrir la sombre mélancolie dont il était dévoré. Ce ciel pur, ce site enchanté, ces riantes collines, cette mer immense, dont il contemplait tantôt les orages et tantôt la surface azurée, ne pouvaient faire revivre ses inspirations célestes. Le sentiment même de la supériorité ne le consolait plus.

Mais tandis que la retraite obscure à laquelle il s'était volontairement condamné semblait l'avoir rayé pour toujours de la liste des vivants, l'immortalité de son nom n'en brillait qu'avec plus d'éclat dans toute l'Italie. Le dernier de ses ouvrages qui avait revendiqué à ces peuples la gloire de leurs ancêtres, s'était répandu avec la rapidité de l'éclair ; chacun sentait la honte qu'un si beau génie eût pu être le jouet des caprices du sort et de l'injustice des hommes. Le sénat de Rome, se révoltant de sa léthargie, s'empressa de devenir l'interprète de l'opinion générale ; il décréta qu'une couronne poétique serait décernée au Tasse du haut de ce même Capitole où autrefois Pétrarque en avait reçu une pareille. A cette nouvelle, l'expression du bonheur, si long-temps étrangère aux nobles traits du poète, vint encore une fois les animer. Ses amis le pressent avec attendrissement de se rendre aussitôt dans l'ancienne capitale du monde. Il part, et le vif ressentiment des injures passées, le tendre souvenir d'un amour malheureux semblent, pour un moment, faire place en lui à la passion enivrante de la gloire. A mesure qu'il s'approche du terme de son voyage, son émotion redouble. Il aperçoit enfin dans l'éloignement la ville antique des sept collines, ses majestueuses coupoles, ses édifices modernes et ses ruines historiques. Bientôt il se voit entouré d'une immense multitude ; des milliers de voix répètent son nom avec enthousiasme et font retentir les airs du bruit de leurs acclamations. L'ivresse d'un peuple entier, venu spontanément à sa rencontre, a déjà commencé son triomphe. Mais l'inflexible destinée lui permettrait-elle de le voir accompli ?

Les forces du Tasse épuisées par ses profondes études et par les ravages de la douleur, n'étaient plus capables de résister à des sensations nouvelles. Dès son arrivée à Rome, il est saisi par une fièvre violente, et, en peu de jours, ce n'est plus l'appareil d'une solennité brillante que l'environne, c'est celui de la mort ; ce ne sont plus des chants d'allégresse, c'est l'hymne funéraire qui frappe son oreille. Il n'était pas très âgé, et il aurait pu dire avec le vieillard de l'Idumée :

*Quasiri residuum annorum meorum.*

Mais le regret de la vie ne pouvait plus s'élever dans le cœur d'un homme qui n'avait vécu que pour souffrir. En tournant ses pensées vers le ciel, le Tasse exhala, son dernier soupir le jour même qu'on avait fixé pour la cérémonie du couronnement.

## MÉLANGES.

### DERNIERS MOMENS DE SCHILLER, RACONTÉS DANS UNE LETTRE DE HENRI VOSS.

Nous sommes en vacance. Tous mes amis sont partis, et une petite indisposition me retient dans ma chambre. Je ne puis mieux employer ma soirée qu'en te donnant des nouvelles sur tout ce que tu désires savoir de moi. Mais par où commencerai-je, où trouverai-je une fin, lorsque tant de souvenirs douloureux viennent assaillir mon imagination, et réveiller dans mon âme des impressions de la nature la plus affligeante ? Tu me demandes des détails sur les dernières heures de Schiller. Je me rends à tes vœux, espérant par là me soulager moi-même. Il ne se passe pas un jour, que dis-je ? il ne s'écoule pas une heure, que je ne pense à cet homme chéri, pour lequel j'avais les sentiments d'un frère ou d'un fils, et qui était le confident de tous mes secrets. Je me rappelle sans cesse nos promenades dans le parc du château, nos conversations si variées, ses paroles instructives, les moindres scènes dont je fus le témoin dans l'intérieur de son ménage ; pendant une année entière j'étais le compagnon de ses plaisirs et de ses travaux ; je le voyais journellement ; hélas ! je veillais près de son lit quand la sombre nuit de la mort vint l'envelopper à jamais. Sa dernière parole retentit encore au fond de mon être. J'eus la triste, mais honorable mission de consoler sa famille éplorée. Si je viens te parler de Schiller, tu me feras grâce pour cette fois-ci de tout ce qui concerne l'admirable poète. Tu connais assez ses mérites littéraires pour qu'il me soit permis de m'arrêter à l'agonie de celui qui fut plus qu'un écrivain célèbre. Tu ne retrouveras dans ma lettre qu'un tableau fidèle du bon père, de l'aimable époux, du sincère ami, dont la mort se hâte de rompre les liens avec tout ce qu'il possède de plus précieux sur la terre.

Deux mois avant sa dernière maladie, Schiller avait été pendant huit jours au bord du tombeau. Tout ce temps je l'ai passé auprès de lui, à l'exception de mes heures de collège. Quoiqu'il fut épuisé par la diète et des obstructions opiniâtres, son calme ne l'avait pas abandonné un instant, il reprenait même sa gaîté naturelle aussi souvent qu'un incident venait faire diversion à ses douleurs. Il lui arrivait parfois de se lever et de faire le tour de la chambre, appuyé sur mon bras. Un soir, en se promenant ainsi soutenu par moi, il me regarda tristement, et me demanda : « Suis-je donc réellement si faible ? » Je lui fis alors comprendre que je ne le soutenais que pour l'empêcher de se trop fatiguer. Un moment après il s'arrêta devant la table où étaient placées les lumières, et se mit à les moucher l'une après l'autre. « Mon ami Voss, s'écria-t-il avec une satisfaction d'enfant, je ne suis pas trop mal, je ressens de l'énergie dans mes muscles. » A minuit il devint fort agité. Sa femme qui l'avait veillé plusieurs nuits de suite était assise à ses côtés ; Schiller la pria instamment de descendre et de se coucher : comme elle insistait pour rester près de lui, je l'engageai moi-même à se retirer, voyant la vivacité avec laquelle le malade désirait son éloignement. A peine Mme Schiller fut-elle descendue, qu'il tomba en défaillance ; je fis ce que l'expérience conseille en semblable circonstance, et peu de minutes après j'eus le bonheur de le voir revenir à lui-même, en lui frottant les tempes et le creux de l'estomac avec des essences. Il me demanda ensuite ce que je faisais chez lui à cette heure, j'eus quelque peine à rétablir le cours régulier de ses idées ; mais, en se rappelant la scène qui avait précédé l'accès, il voulut absolument savoir si sa femme s'était doutée de quelque chose, et s'il avait parlé en délire ; je le tranquillisisai de mon mieux, et il ne tarda pas à redevenir jovial comme de coutume. Il se compara à Mahomet qui, ayant un jour plongé la tête dans la mer, était resté quatorze ans dans cette attitude sans s'en apercevoir. Six jours après Schiller était en pleine convalescence ; il m'avoua alors qu'il avait pressenti son évanouissement, et que, pour ménager la sensibilité de sa femme, il avait insisté pour qu'elle s'éloignât. Rien n'égalaient son amour pour sa famille. Que de fois il m'a répété qu'il ne désirait vivre qu'à cause de ses enfants qui avaient encore besoin de lui. Aussi se trouvait-il heureux de se placer de nouveau à sa table au milieu de sa charmante petite famille. La première fois que je me promenais avec lui en voiture après cette maladie, il ne se sentait pas de joie ; c'était au mois de mars. Les arbres qui bourgeonnaient lui promettaient la prochaine arrivée de la belle saison ; l'idée du printemps réveillait en lui le projet de voyager ; le voyage devait être un moyen de recouvrer une santé durable ; la santé, enfin, était la condition de je ne sais combien d'ouvrages dont il avait conçu le plan. Pauvre homme ! tes rêves ne se sont pas réalisés. Cette apparence de bien-être pendant quelques semaines ne fut qu'une douce illusion. Dix jours avant sa mort Schiller assista à une soirée de la cour ; de là il se rendit au spectacle. Vers la fin de la pièce je montai à sa loge pour l'accompagner chez lui. Un violent accès de fièvre l'avait saisi. En rentrant il se fit faire du punch, pour rétablir la transpiration ; mais le lendemain matin je le trouvai couché sur le canapé, dans un état d'assoupissement qui me fit craindre un retour de ses anciens maux. « Me voilà de nouveau comme auparavant, » me dit-il d'une voix éteinte. Ses enfants arrivèrent pour l'embrasser ; mais il ne leur témoigna aucun intérêt, il était incapable de s'entretenir avec eux. Le mal empira sensiblement, et quatre jours avant sa mort les médecins désespérèrent de le sauver. Ses yeux étaient enfoncés dans la tête, tous ses nerfs étaient dans un mouvement convulsif. La servante apportait des citrons ; Schiller en saisit un avec avidité, comme s'il eût voulu l'avaler en entier, mais il le replaça immédiatement sur l'assiette, et sa main retomba sur son corps. Le soir il eut un accès de fièvre avec délire, qui dura vingt-quatre heures ; quand il eut repris ses sens, il voulut voir sa fille Caroline ; il lui prit ses petites mains et la regarda avec une expression de tendresse mélancolique, qui s'exhalait en chaudes larmes. Je le vis cacher sa tête sous la couverture après avoir fait signe d'emporter l'enfant. Ce moment-là il avait l'intime certitude qu'il devait bientôt se séparer de l'objet de ses plus chères affections. Vingt-quatre heures plus tard il n'était plus de ce monde.

Pendant la dernière nuit il était assis sur le lit et causait a-

vec une remarquable présence d'esprit sur le prochain voyage de sa femme aux eaux. Vers le matin il s'endormit et sommeilla jusqu'à dix heures. Le délire survint alors ; les momens lucides devinrent de plus en plus rares, et les forces diminuèrent à vue d'œil. A quatre heures du soir il demanda de l'essence de naphthé ; mais le mot expira sur ses lèvres : il essaya donc de l'écrire sans parvenir à tracer plus de trois lettres, dans lesquelles on reconnaissait parfaitement le caractère de son écriture. Dès lors le reste des forces s'épuisa rapidement, et en peu de minutes il était privé de connaissance et de vie ; cependant la mort n'avait pas altéré la noblesse et la sérénité de son regard.

Il me serait trop pénible de peindre la douleur de Mme Schiller et de ses enfants. Charles, l'aîné des garçons, qui ressemble le plus à son père, se coucha par terre, en gémissant d'une manière déchirante. Le petit Ernest, assis dans un coin et les mains jointes, pleura amèrement. Sa sœur Caroline, plus jeune que lui, ne comprenait rien à cette scène de désespoir. Elle répéta tranquillement : « Notre bon papa est mort ; » mais lorsqu'elle vit pleurer sa mère, elle se prit également à pleurer en cachant sa figure dans le sein de la malheureuse veuve. Je ne saurais te rendre ce que j'éprouvai moi-même ce moment-là. Je crois que je pris mal ; car je me trouvais tout-à-coup dans ma chambre sans savoir comment j'y étais venu.

Le lendemain de l'enterrement la petite Caroline me dit : « Écoute, Voss ; as-tu donc emporté mon papa ? l'as-tu donné au bon Dieu ? et qu'est-ce que le bon Dieu lui a dit ? » Un moment après elle vint vers moi en disant : « A propos, Voss, il ne faut pas parler de papa quand tu verras maman ; car tu la feras pleurer : tiens, cela ne sera pas pour si long-temps, papa va revenir. » Dernièrement je me promenais avec tous les enfants ; j'excitai leur imagination en leur faisant observer les formes variées des nuages. Ernest s'écria : « Je vois un grand château au ciel ! » Caroline contempla attentivement le point que lui désignait son frère, et lui répondit enfin : « Oui, c'est le château du bon Dieu ; mais papa y demeure aussi. »

Tu conçois, mon cher ami, qu'une mère entourée de semblables enfans ne peut pas s'exagérer son infortune. Ils sont tous les dignes héritiers des qualités de l'esprit et du cœur de notre excellent Schiller. Quant à moi, j'ai renouvelé, en causant avec toi, des jouissances et des peines qui me font un besoin de terminer ma lettre et de chercher le repos.

(Nouvelle Revue Germanique.)

### UNE LITHOGRAPHIE.

On a besoin d'aimer au sortir de l'enfance :  
L'âme neuve à l'amour se donne sans défiance.

Belmontet.

« Voici mon voyage, me dit Ernestine en me présentant un écran de bois de Spa, sur elle avait appliqué une lithographie. C'est une de ces petites scènes détachées auxquelles le crayon spirituel et délicat de Devéria apporte tant de grâce et de finesse. Elle représente deux jeunes filles assises dans la campagne ; les cheveux d'une d'elles tombent en boucles sur son eau. Sa physionomie, quoique enfantine, a pourtant une expression sérieuse et mélancolique. Il semble qu'elle raconte une histoire touchante, car sa compagne l'écoute avec intérêt. — Tout cela m'en apprend beaucoup, dis-je en soupirant. Pauvre petite ! — Que veux-tu donc ? s'écria Ernestine. — Mais je ne l'entendais pas ; toute entière à l'idée qui m'était venue, je me laissais attendrir ; je crois même que mes yeux étaient humides. — Mais qu'as-tu donc ? s'écria Ernestine. — Eh bien écoute-moi, répondis-je, alors mon émotion sera motivée, et tu verras que cette lithographie, en révélant le secret d'un cœur de jeune fille, peut offrir quel que intérêt. »

Amélie avait seize ans. Elevée dans une des premières pensions de Paris, elle attendait avec impatience le jour où son père, veuf depuis plusieurs années, la reprendrait chez lui. Ce jour arriva : c'était au mois de mai. La jeune fille, après s'être trouvée sous la surveillance active d'une maîtresse sévère, se vit libre de toutes les actions de la journée, dans un superbe château situé à peu de distance de Paris. Cette riche demeure, inhabitée long-temps, s'embellit de la présence de la jolie enfant. Le marquis était heureux et fier de sa fille, et l'aimable caractère d'Amélie la fit adorer de tous.

Un jour qu'Amélie était loin dans le parc, elle entendit la voix de son père qui l'appelait. Elle accourut. Il était accompagné d'un jeune homme à l'œil vif, à la taille élégante, aux moustaches noires, au sourire plein de finesse. Amélie rougit et s'inclina légèrement. C'est le fils d'un de mes amis, dit le marquis, son régiment est près d'ici. Il viendra nous voir souvent. Amélie leva les yeux sur l'étranger ; elle les baissa aussitôt.

La journée s'écoula rapidement. Les paroles d'Anatole n'étaient point recherchées. Sa conversation était simple, élégante et facile. Quand vint le soir, Amélie avait perdu de sa timidité ; elle lui dit avec naïveté : « Venez voir ma volière. » Et dès lors, comme elle lui avait fait partager ses plaisirs et ses amusements, elle ne le regarda plus avec crainte. Sa jeune âme s'ouvrit à la confiance.

Anatole venait souvent. Un mois s'écoula. Amélie devint rêveuse ; le marquis ne s'en aperçut pas : il aimait la chasse avec passion, possédait des bois immenses, était absent une grande partie de la journée : quand il rentrait, Amélie était gaie.

Un soir qu'elle chantait en s'accompagnant de son piano, Anatole entra sans s'être fait annoncer. Le marquis pria sa fille de continuer, mais la voix d'Amélie était tremblante, elle fut obligée de cesser. Quelqu'un vint demander le marquis ; il sortit.

Les croisées étaient ouvertes, la chaleur de la journée avait fait place à un doux zéphyr, l'air était embaumé. Amélie se sentit troublée lorsqu'elle se vit seule avec Anatole. Il prit la main qu'elle lui abandonnait, la pressa avec un mouvement passionné sur son cœur. Un éclair de bonheur brilla sur le front de la jeune fille. Amélie, mon Amélie... mur-



Ayuntamiento de Madrid



**Rembrandt.** — Au diable tous ces demi-connaissances ! Mes tableaux valent ceux de tous les peintres morts, et si j'étais mort moi-même, il n'en est pas un qu'on ne couvrirait d'or.... Que faire ?..... Ma foi, j'y suis : ils m'y forcent.... Ma femme ! ma femme !

**La femme de Rembrandt.** — Me voilà.

**Rembrandt.** — Écoute bien ce que je vais te dire : dis que je suis malade..... Demain, tu iras chez le menuisier commander mon cercueil.

**La femme.** — Plaisantes-tu ? as-tu perdu la tête ?

**Rembrandt.** — Dis que je m'avise un peu tard, que j'ai affaire à des imbéciles..... Qu'attend-on pour estimer mes tableaux à leur valeur ? que je sois mort.... Eh bien, je veux savoir à quoi m'en tenir, et surtout faire de l'argent. Cours chez le menuisier.

**La femme.** — Je comprends : c'est une comédie qu'il faut jouer.

**Rembrandt.** — Oui, je me cacherais, et quand les amateurs se seront disputés tous mes tableaux, quand ils m'auront canonisé parmi les peintres morts, quand ils auront été en peu plus prodigues pour moi de leurs louanges et de leur argent, ils me verront ressusciter et travailler encore pour eux.

**La femme.** — Mais je ne saurais pas pleurer réellement, te sachant encore en vie.....

**Rembrandt.** — C'est une occasion d'apprendre ton rôle pour quand je serai mort réellement.

G. BOINOIR.

#### UN INAMOVIBLE. — HISTORIQUE.

Arrière ceux dont la bouche  
Souffle le chaud et le froid.

LAFONTAINE.

Juin 1830.

**Le Président.** Gendarmes, faites approcher l'accusé. Quels sont vos noms et prénoms ?

**L'accusé.** Pierre Thomas, mon président.

**Le Président.** Vous êtes accusé d'avoir proféré contre l'illustre monarque qui nous gouverne des cris séditieux ; tous les bons citoyens ont frémi d'horreur en entendant vociférer *A bas Charles X !* ce noble héritier de la plus vieille monarchie, le père du peuple, dont le règne paternel rend à la France toute sa splendeur. Nous devons le défendre des offenses d'un insensé.

**L'accusé.** Mon président, j'étais, sauf votre respect, un peu dans les vignes quand ça m'a échappé. Que M. le gendarme peult bien le dire, puisqu'il s'avait grisé avec moi, et qu'il m'a été dénoncer au lieu de m'aider à rentrer chez moi.

**Le Président.** Oui l'accusé en sa défense et M. le substitut en ses conclusions, la cour condamne Pierre Thomas à 16 fr. d'amende, trois mois de prison et aux frais.

Octobre 1830.

**Le Président.** Gardes municipaux, faites approcher l'accusé. Accusé, quels sont vos noms et prénoms ?

**L'accusé.** Pierre Thomas, mon président.

**Le Président.** Vous êtes accusé d'avoir proféré contre l'illustre monarque qui nous gouverne des cris séditieux ; tous les bons citoyens ont frémi d'horreur en vous entendant vociférer : *Vive Charles X !* ce tyran imbécille et cruel, le dernier d'une famille odieuse, qui est tombé en frappant la France. Son nom est à jamais proscrit.

**L'accusé.** Mon président, je venais, sauf votre respect, de passer trois mois en prison, et comme j'avais pas lu les journaux, et que j'étais content de respirer le grand air, j'ai crié : *Vive Charles X !*

**Le Président.** Oui l'accusé en sa défense et M. le substitut en ses conclusions, la cour condamne Pierre Thomas à 16 fr. d'amende, trois mois de prison et aux frais.

#### PASSEPORTS POUR L'AUTRE MONDE.

Le 29 mai 1650, les jésuites de la ville de Gand délivrèrent à Hippolyte Braem, licencié en droit, moyennant la somme de 200,000 florins, le passeport suivant : « Nous soussignés protestons et promettons en foi de prêtres et de vrais religieux, au nom de notre compagnie, à cet effet suffisamment autorisée, qu'elle prend maître Hippolyte Braem, licencié en droit, sans sa protection, et promet de le défendre contre toutes les puissances infernales qui pourraient attenter sur sa personne, son âme, ses biens et moyens ; que nous conjurons et conjurons pour cet effet, employant en ce cas l'autorité et le crédit du sérénissime prince notre fondateur, pour être ledit Braem présenté par lui au bienheureux chef des apôtres, avec autant d'exactitude et de fidélité, comme notre compagnie lui est extrêmement obligée ; en foi de quoi nous avons signé ceci et apposé le cachet secret de notre compagnie. » Cette pièce, extraite textuellement des manuscrits du Musée Britannique, est signée François de Sécline, recteur ; François de Sérhou, prêtre et religieux de la compagnie de Jésus ; Petit de Poye, prêtre et religieux de la compagnie de Jésus, etc.

— Dans le courant des années 1817 — 1824 on a vendu en France 31,600 exemplaires des œuvres complètes de Voltaire, ce qui fait 1,598,000 volumes ; 24,500 exemplaires de J.-J. Rousseau (480,000 volumes) ; 108,700 exemplaires de Diderot, Condorcet et autres philosophes (207,900 vol.) ; et 32,000 exemplaires des œuvres de Pigault-Lebrun (128,000 volumes.)

Chez Bandinelli, une dame, qui n'a pas l'habitude du langage des restaurants, a failli avoir une attaque de nerfs, parce que, à une table voisine de la sienne, un garçon demandait à un monsieur à moustaches comment il voulait ses pieds et sa cervelle, et que celui-ci répondit d'une voix forte : « Faites-moi griller les pieds et sauter la cervelle. »

— Un journal assure que M. de Raguse a touché le 3 octobre le montant du trimestre de ses divers traitements.

— On propose d'abolir les jeux du hasard ; c'est un achèvement au divorce.

#### ANNONCES.

**Mme. V. J. ARTIGUENAVE** qui a professé avec succès à Paris et deux ans à New-York, a l'honneur de faire part aux dames de cette ville, qu'elle a ouvert, le 20 de ce mois, un Cours de Musique, et de Forte Piano, qui aura lieu trois fois par semaine, le lundi, mercredi et samedi, de dix à quatre heures ; le prix est de \$25 par quartier. Mme. A. joindra à ce cours de musique, un Cours de Langue Française, le mardi, jeudi et samedi, de dix heures du matin à deux heures de l'après-midi. Le prix du quartier est de \$10. No. 63 Murray street.

#### KEEPSAKE AMÉRICAIN.

Le soussigné vient de publier : *Keepsake Américain* ; morceaux choisis et inédits de littérature contemporaine. 1 volume avec 12 belles gravures. Prix, relié en soie \$2 50, en veau fers froids, doré sur tranche \$3, en maroquin riche, doré sur tranche, \$4, en maroquin à vignettes, doré sur tranche, \$5, en mosaïque \$15. Le *Keepsake* est imprimé, sur beau papier velin, par Rignoux ; les reliures ont été confectionnées par Thouvenin. Les gravures sont de Durand, Ellis, Neagle, etc. La partie littéraire consiste de morceaux inédits en prose et en vers des auteurs suivants : Ancelot, de Béranger, Berthoud, de Châteaubriand, Deschamps, Desbordes-Valmore, Doudain, Drouineau, Fontan, Mlle. D. Gay, E. de Girardin, Victor Hugo, J. Janin, Lamette, Latouche, de Lecluse, Lichtemberg, Mignet, de Musset, Ch. Nodier, Regnier-Destourbet, Saint-Marc-Girardin, de Ségur, Soulié, Soumet, Sue, Tissot, de Wailly, de Walsh.

[Foreign and Classical Bookstore,  
CHARLES DE BEHR, Director,  
108 Broadway, New-York,  
[ 32 South-sixth-street, Philadelphie.

**Mr. G. F. WEISSE**, de Paris, qui a professé dans plusieurs pensions de cette ville et notamment au *High School*, vient d'ouvrir une classe du soir pour l'enseignement de la langue française, au No. 3 Courtlandt street.

Mr. G. F. W. donne aussi des leçons particulières. Heures des classes, de 6 à 7 et de 7 à 8. Les personnes qui désireraient prendre des leçons pourront trouver Mr. W. au No. 3 Courtlandt street, tous les jours, depuis 1 heure jusqu'à 3.

**AVIS.** — **M. JOSEPH COLLET**, No. 133 Greenwich-street, a constamment à vendre aux prix les plus modérés en gros et en détail, un assortiment complet de vins de France, d'Espagne, liqueurs de toutes sortes, vieux xéres, (sherry) vins d'Oporto et Madère, eaux-de-vie fine preuve, genièvre et rhum en bouteilles, dames jeanne ou futs en entrepôt ; Chateau-Margaux, Lafite, St. Julien, Médoc, Hermitage, Côte-rôtie, haut Barsac, Sauterne, Grave, Malaga, muscat frontignan, Champagne en bouteilles et en paniers, etc.

Jos. Collet s'engage envers le public et ses amis à fournir ces articles dans leur état naturel, tels qu'ils ont été importés, et à plus bas prix qu'on ne pourrait se les procurer ailleurs.

Les frais de transport seront à sa charge. Il prépare pour les voyageurs des provisions, et des fruits dont il garantit la conservation à la mer. Bœuf, veau, cuisses d'oie, volailles, canards, confits, etc tomates, champignons, coings, tablettes de bouillon, etc.

Joseph Collet peut également disposer de quelques appartements bien meublés, et recevoir en pension chez lui à des prix modérés un petit nombre de personnes respectables.

#### DENTS INCORRUPTIBLES.

**MM. PLANTOU père et fils**, Chirurgiens Dentistes de Paris, premiers fabricants des dents incorruptibles, qui leur ont mérité depuis près de dix ans un certificat de la Société Médicale de Philadelphie, attestant la supériorité de cette espèce de dents artificielles sur toutes celles faites de matières sujettes à corruption, offrent aux habitants des États-Unis leurs services pour toutes les opérations de leur art. Ils placent de ces dents, qui ne changent jamais de couleur et ne contractent jamais de mauvaise odeur, depuis une seule jusqu'à des rateliers entiers, lorsqu'il ne reste plus une dent dans la bouche. Ils ont obtenu une patente pour la perfection qu'ils ont acquise dans la fabrication, la solidité et la durée de ces dents.

Leur résidence est à Philadelphie, quatrième rue Sud, No. 110. 61—t

**A VENDRE** chez **M. THOISNIER DESPLACES**, libraire de Paris et à New-York, Exchange-Place, No. 32.

**HISTOIRE DE NAPOLEON** par M. de Norvins, 4 vol. en 8o avec vignettes, cartes et plans, \$13 ;

Précis du consulat et de l'Empire sous Napoléon, avec les réflexions de Napoléon lui-même. 1 vol. 8 vo. \$2.

Biographie universelle des hommes les plus marquans sous tous les rapports. 52 vol. 8 vo. \$80—broché.

Annuaire historique et universel depuis 1818 jusqu'à 1830. 1 gros vol. 8 vo. de 1,000 pages \$3. Chaque année peut se vendre séparément.

Dictionnaire synonymique de la langue française, par Laveaux. \$3.

Dictionnaire espagnol-français, par Trapani. 2 vol. 8 vo. de 1300 pages. 6.50.

Dictionnaire géographique universel d'après Malte-Brun. 2 vol. 8 vo. \$8.

#### PAQUEBOTS DU HAVRE.

Lignes.	Navires.	Capitaines.	Départ de N.-Y.
1	Charlemagne.	Robinson.	1 <sup>er</sup> fév. 1 <sup>er</sup> juin 1 <sup>er</sup> oct.
1	Havre.	Keene.	10 » 10 » 10 »
2	Chs. Carrol.	Clark.	20 » 20 » 20 »
1	Ed. Quesnell.	Hawkins.	1 <sup>er</sup> mars 1 <sup>er</sup> juil. 1 <sup>er</sup> nov.
3	Henri IV.	J. B. Pell.	10 » 10 » 10 »
2	France.	E Funk.	20 » 20 » 20 »
1	Sully.	Macy.	1 <sup>er</sup> avril 1 <sup>er</sup> août 1 <sup>er</sup> déc.
3	François Ir.	Skiddy.	10 » 10 » 10 »
2	Erie.	J. Funk.	20 » 20 » 20 »
1	Formosa.	Orne.	1 <sup>er</sup> mai 1 <sup>er</sup> sept. 1 <sup>er</sup> jan.
3	De Rham.	Depeyster.	10 » 10 » 10 »
2	Ed. Bonnaffé.	Hathaway.	20 » 20 » 20 »

Première ligne, consignataire au Havre, E. Quesnel l'aîné. Deuxième ligne, Bonnaffé, Boisgérard et Cie. ; agents à New-York, Crassous & Boyd.

Troisième ligne, consignataires au Havre, La Rue & Palmer ; propriétaires à New-York, C. Bolton, Fox & Livingston ; courtiers, Crassous & Boyd.

Tous ces navires sont de première classe, et commandés par des capitaines expérimentés. Leurs emménagements sont élégants et aussi commodes qu'on le peut désirer. Le prix d'une traversée dans la chambre est fixé à \$140, pour lequel on fournira lits complets, vins et abondantes provisions.

#### AUX AMATEURS DE MUSIQUE.

**M. DESBARATS**, élève des célèbres *Mori* et *Kieseweter*, a l'honneur de prévenir les dames et le public de cette ville en général, que son intention est de donner des leçons de Violon, de Piano, et de Musique Vocale. Il espère que la méthode excellente des maîtres dont il est l'élève et d'après laquelle il enseigne lui-même, son assiduité et son exactitude pourront lui mériter des encouragements dont il se rendra digne.

M. D. accorde aussi le piano et à des prix modiques. S'adresser au No. 64 Beekman-street.

**SYLVESTER**, 130 et 311 Broadway,

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEUDI, on fait un tirage de la Loterie de New York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets, ou parts de billet.

Janvier 6—\$20,000, \$10,000, — Prix du billet \$5.  
13—\$21,500, \$10,000, 50 de \$1,000, etc. » 10  
20—\$30,000, \$20,000, \$10,000, etc., etc. » 10

#### AUX AMATEURS DU BON GOUT.

**A. C. SMETS** et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant toujours à réunir chez eux toutes les Graces, tellement favorisées par les Dames, ont le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agents en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grâce des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent ; les Dames sont invitées à venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare ; les dessins exquis des riches voiles de blonde et de dentelle sont surprenants. Les broderies, les boas, les bonnets, les écharpes, les pèlerines, les cravattes et les canezous sont les produits des plus célèbres fabricques. Enfin dans leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

#### AVIS.

Le docteur **V. GUILLOU**, ayant définitivement fixé sa résidence à New-York, a l'honneur de prévenir le public, qu'on pourra se consulter tous les jours à son domicile No. 52 Hudson-st. L'expérience qu'il a acquise par un long séjour sur la côte du Mexique, et dans les Indes occidentales et l'étude particulière à laquelle il s'est livré des maladies ordinaires dans ces climats, le mettent à même de donner des conseils salutaires aux personnes qui auraient l'intention de les habiter. Les français et les espagnols ignorant la langue anglaise, peuvent consulter le Docteur Guillou dans leur propre langue. Il se réfère

à New-York, aux docteurs	Alex. H. Stevens, J. W. Francis, J. J. Graves.	Professeurs de l'université de Maryland.
à Philadelphie	R. Laroche Thos. Harris	
à Baltimore	Samuel Baker R. W. Hall V. Potter, etc.	

Le docteur Guillou recevra volontiers dans son étude, deux élèves en médecine, ou un plus grand nombre, qui indépendamment des moyens qu'ils trouveront chez lui de se perfectionner dans leur profession, auront la faculté d'y acquérir sans frais la connaissance des langues française et espagnole. 41

#### FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

**WM. HAGAR** et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 20 aux Nos. 29 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivants.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.	
Pica.....	36 cents.
Long-Primer.....	40
Bourgeois.....	46
Nonpareil.....	90
Diamond.....	\$2.
Small Pica.....	38 cents.
Brevier.....	56
Minion.....	70
Pearl.....	\$1 40

A six mois de crédit, ou à 7 1/2 pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

Wm. Hagar et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au Diamond, et sont agents de M. Samuel Rust, inventeur de la presse dite *Washington Press*, qu'ils vendront à un prix modéré.

#### BUREAU D'AGENCE, à NEW-YORK,

Broad-street, No. 8.

On s'y charge d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer la rentrée de fonds et d'en faire la remise ; de faire les entrées de Douane, pour chargemens et déchargemens de marchandises, bagage, etc. ; de traduire toute espèce de documents et de servir d'interprète ; de procurer des professeurs de langues, d'arts et de sciences ; de fournir les renseignements nécessaires pour se faire naturaliser citoyen des États-Unis ; et enfin d'exécuter tout ce qui pourra être utile aux personnes qui auront recours, ou qui enverront leurs ordres à M. EUGENE BERGONZIO, directeur de cet établissement, qui donne les garanties nécessaires de son exactitude et loyauté.

Il y a dans le même Bureau, constamment à vendre, différentes quantités de Cigares de la Havane, en lots ou en boîtes de 250.

#### CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des États-Unis* paraîtra tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit : à New-York, au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des États-Unis* ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

**A PHILADELPHIE**,..... **MM. F. HUTTNER.**  
**BALTIMORE**,..... **ALFRED MORTON.**  
**WASHINGTON, D. C.**..... **FISHEY THOMPSON.**  
**NORFOLK, Va.**..... **PASCAL SCHISANO.**  
**SAVANNAH**,..... **JOSEPH AUZÉ.**  
**AUGUSTA, (Ga.)**..... **J. P. SETZE.**  
**CHARLESTON**,..... **JUL. TAVEL.**  
**N.-ORLÉANS**,..... **F. GILLET & Cie.**  
**OPELOUSAS, La.**..... **CHS. THIENEMAN.**  
**DONALDSONVILLE, La.**..... **FRS. LEFORT, D. de P.**  
**BATON-ROUGE, La.**..... **LOUIS SHEPPERS.**  
**PLAQUEMINE, La.**..... **LS. DESOBRY, D. de P.**  
**ST.-MARTINSVILLE, La.**..... **ADRIAN DUMARTRAIT.**  
**VERMILLONVILLE, La.**..... **E. CHAIX, Directeur de la Poste.**  
**MOBILE, Alabama**..... **BASIL MESLIER.**  
**ST.-LOUIS, Missouri**..... **GABRIEL PAUL.**  
**NASHVILLE, Tenn.**..... **PAUL NEGRIN.**  
**WEST-POINT, N.-Y.**..... **JOSEPH DU COMMUN.**  
**ALBANY, N. Y.**..... **E. CROSWELL, Albany Argus.**  
**TROT, N. Y.**..... **F. ADANCOURT.**  
**UTICA**,..... **SAMUEL D. DAKIN.**  
**BURLINGTON, Vt.**..... **CHAUNCEY GOODRICH.**  
**BOSTON**,..... **F. SALES, Foreign Book-store**  
No. 35 Washington-street.

**POTLAND, Me.**..... **SAMUEL COLMAN.**  
**QUÉBEC**,..... **NEILSON & COWAN.**  
**MONTRÉAL**,..... **E. FARRÉ.**  
**ST.-THOMAS**,.....  
**PORTO-RICO**,..... **JOHN THOMSON.**  
**ST.-CROIX**,.....  
**ST. JAGO DE CUBA**,..... **ROUSSEAU & Cie.**  
**ST.-PIERRE, MARTINIQUE**,..... **JOHN M. DIONIS.**  
**POINTE-A-PITRE, GUADELOUPE**,..... **SEGRETAIN.**  
**CARTHAGÈNE**,..... **ÉDOUARD GRISOLLE.**  
**HAVANNAH**,..... **DON JOSÉ DE LA COVA.**  
**PORT-AU-PRINCE**,..... **FERRAND DE BEAUDIÈS.**

#### PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.

\$15, sans le Journal.

\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 cents pour chacune des fois suivantes.